

## La Fabian Society

La Fabian Society a toujours implicitement reconnu le principe de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et a récemment reconnu formellement leurs droits égaux à la citoyenneté. Il est donc légitime que la Fabian soit la première société à essayer de définir définitivement la relation intime entre les deux mouvements les plus vitaux de notre époque, le socialisme et l'émancipation des femmes.

Le groupe des fabiennes aux membres de la Société (\*)

Le public français a entendu parler pour la première fois de la Fabian Society dans la Revue des Deux mondes, à qui il a suffi de consulter ses écrits pour connaître son objectif : « [la] destruction lente de tout ce qui existe en vue d'un renouvellement du monde économique et moral... » ; son programme : « ... la réorganisation de la société par l'émancipation de la terre et des capitaux industriels, qu'il faut retirer des mains des propriétaires et des individus, afin de les mettre à la disposition de la communauté pour le profit général » ; sa tactique : « ... vous devez temporiser avec cette inébranlable patience que Fabius a montrée dans sa guerre contre Annibal, n'ayant aucun souci de ceux qui blâmaient sa lenteur. Mais quand le moment sera venu, vous devrez frapper fort, toujours comme l'a fait Fabius, sans quoi votre patience aura été vaine et restera sans fruit. » ; sa composition : « [des] socialistes » (i).

L'année suivante, dans sa livraison de novembre, la Revue de Lille, « dirigée par une équipe de professeurs des facultés catholiques », après un bref historique de la formation de la Fabian Society, en détaillait quelque peu le programme et la tactique : « Elle a pour but la réorganisation de la société par l'émancipation du capital terrien et industriel, qu'elle voudrait ôter à la propriété privée et attribuer à la communauté pour le bénéfice de tous. » Conséquemment la Société travaille à l'extinction de la propriété privée terrienne et de l'appropriation individuelle, qu'elle se fasse sous forme de loyer, ou de toute somme exigée pour l'usure du sol. « La Société travaille en outre à faire transférer au sein de la

communauté l'administration du capital industriel qui pourra être employé au bénéfice de la société. » Si ces mesures sont exécutées sans compensation (bien que la communauté puisse, si elle juge bon, accorder aux individus expropriés tel secours qu'il lui semblera bon) les loyers et les intérêts supprimés viendront augmenter le salaire du labeur ; les classes oisives qui vivent aux dépens des autres disparaîtront nécessairement et une égalité pratique sera maintenue dans la société par l'action spontanée des forces économiques, et cela avec beaucoup moins d'empiètements sur la liberté des personnes que n'en commet le système actuel. » Pour atteindre ces fins la Société Fabienne s'efforce de répandre les opinions socialistes et de provoquer les changements politiques et sociaux qui en sont la conséquence. Elle cherche à les provoquer par la diffusion générale de la science économique. » La Revue précisait que « [l]es Fabiens s'efforcent avant tout d'éclairer le monde ouvrier et de l'initier aux questions qui le concernent. Ils le mettent en garde contre les deux solutions extrêmes, l'individualisme à outrance et l'anarchie sociale. Ils s'acharnent à vouloir démontrer que l'on peut-être socialiste sans tomber dans aucun de ces deux excès. Ils s'unissent toujours aux membres de la Fédération démocratique et des Trade's unions, pour réclamer la suppression des abus et l'amélioration des travailleurs de tout ordre. » (ii)

Le cinquième chapitre de « Socialisme en Angleterre » (F. Alcan, 1897) d'Albert Métin, intitulé « Collectivistes et possibilistes : La Fédération socialiste démocratique et la société fabienne » entre encore plus en détail dans les « idées », les objectifs et la tactique de la Fabian Society, tout en s'attachant à la présentation de ses dirigeants et à la description de son fonctionnement.

Au début des années 1880, un groupe de jeunes hommes se réunissaient régulièrement à Londres autour d'un petit fonctionnaire du nom de Percival Chubb (1860-1959), pour débattre des théories du philosophe idéaliste Thomas Davidson (1840-1900). Elles tournaient autour du projet de régénération morale de l'humanité par la pratique de vertus comme la gentillesse, l'amour et la simplicité. Ces vertus devaient d'abord être cultivées par un petit groupe de personnes, qui, une fois qu'elles les auraient développées au plus haut point, serviraient de modèle à l'ensemble des hommes. C'est dans le but de constituer une telle élite qu'a été formée en 1883 la Fellowship of the New Life. Pour des raisons difficiles à établir, mais qui semblent tenir à un désaccord sur la stratégie à adopter pour mener la réforme sociale qui devait précéder ou accompagner cette régénération, certains membres de la Fellowship l'ont vite quittée qui, pour quelques-uns, dont Chubb, ont fondé la Fabian Society. Outre celui-ci, ses membres fondateurs sont les suivants : l'écrivain Frank Podmore (1856-1910), ancien membre de la Fellowship et membre du Conseil de la Society for Psychical Research de 1882 à 1909 ; l'écrivain Edward R. Pease (1857-1955), né dans une famille de Quakers, ancien membre de la Fellowship, membre de l'Independent Labour Party, secrétaire et historien de la Fabian Society, éditeur des Fabian News et administrateur, avec les Webb, de la London School of Economics ; William Clarke (1852-1901), petit-fils d'un homme d'affaire prospère ; en désaccord avec la décision de la Fabian Society de soutenir la guerre des Boers, il a fini par la quitter ; Hubert Bland (1855-1914), disciple, comme Clarke, de l'économiste états-unien Henry George, ennemi de la propriété foncière individuelle

et partisan de la nationalisation du sol ; Frederick Keddell (?-?), marxiste qui, après avoir été le premier secrétaire de la Fabian Society, a fait bande à part et a rejoint la Social Democratic Federation, premier parti socialiste organisé en Grand-Bretagne ; le journaliste et, d'après ses propres termes, « socialiste chrétien » Henry H. Champion (1859 –1928), lui aussi également membre du SDF, dont il devait être exclu en 1887 en raison de ses critiques à l'égard de l'athéisme de son président et de son appel à la révolution armée ; l'écrivain et poétesse Edith Nesbit (1858-1924), épouse d'H. Bland, avec qui elle était responsable du journal de la Fabian Society, Today ; Rosamund Dale Owen (1846-1934), fille du réformateur social Robert Dale Owen (1801–1877)

L'organisation de la Fabian Society se résume en cinq points : « 1. Meetings pour la discussion des questions qui se rattachent au socialisme. 2. Recherches sur les problèmes économiques et réunion de faits pouvant contribuer à les élucider. 3. Publications relatives aux questions sociales, avec arguments en faveur du socialisme. 4. Introduction de conférences et de débats socialistes dans d'autres associations ou clubs. 5. Représentation de la Société dans les conférences et les discussions publiques sur les questions sociales » (iii).

La Revue s'étend également sur « l'œuvre scientifique de la Société Fabienne », c'est-à-dire une collection de brochures consistant en la « réunion de discussions doctrinales et de monographies de faits sociaux » (iv) ; la Fabian Society, note, aux anges, celui qui deviendra plus tard tour à tour ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et sous-secrétaire d'État aux Finances, « a la spécialité de recherches positives appuyées sur des données certaines, autant que possible sur des statistiques officielles et sur des faits constatés par des procédés scientifiques. Quand, poursuit-il avec une satisfaction ridicule, on consulte un des recueils d'informations édités par les Fabiens, on s'aperçoit seulement à la conclusion que ces sociologues si consciencieux sont des socialistes ». Est enfin signalée la création de la London School of Economics par les fabiens en 1895.

En 1897, Métin signe l'avant-propos de la traduction française, réalisée par lui-même, de « History of Trade Unionism » (Londres et New York : Longmans, Green and Co., 1894) de Sydney et Beatrice Webb.

Toujours en 1897, Pierre Verhaegen, avocat à la Cour d'appel de Gand et docteur de l'École des sciences politiques et sociales de Louvain, dédie à la Fabian Society un copieux chapitre de son « Socialistes anglais », où sont examinés entre autres les origines de la société, son orientation idéologique, son programme pratique, sa tactique électorale, son attitude à l'égard de la presse, ses moyens d'action, ses rapports avec les organisations existant en dehors du socialisme et ses relations avec les autres groupes socialistes. En ce qui concerne ses origines, nous savions déjà qu'elle était composée de « socialistes » ; nous en apprenons plus : ces « socialistes » sont « [u]n petit noyau d'hommes et de femmes

appartenant, pour la plupart, à la classe moyenne » (v) ; plus encore : « [l]e Fabien, recruté surtout dans la classe bourgeoise [...] [est] doué d'une aptitude héréditaire pour les affaires... » (vi) ; sur son but aussi : « un socialisme d'État démocratique, le mal à supprimer, c'est la propriété privée sous toutes ses formes... » (vii) ; au sujet du financement de la Fabian Society, nous verrons plus bas que l'auteur est bien mal renseigné, lorsqu'il déclare que « [l]es revenus annuels de la société proviennent des souscriptions, — facultatives et volontaires, — et de la vente des publications » (viii). L'auteur, comme la revue de Lille, se gargarise de ce que l'on y rencontre « des informations consistant en faits et en chiffres. Les documents sont empruntés à des sources sûres : ce autant que possible, écrit [l'économiste et militant socialiste] M. Webb [un des tout premiers membres de la Fabian Society] dans la Revue de Paris, ils sont puisés aux sources officielles et, à défaut, aux écrivains les plus universellement considérés » (ix) et rejoint Métin dans le ridicule, en déclarant que « souvent la conclusion » de celles-ci « rappelle que ces sociologues consciencieux sont socialistes » (x).

Les publications de la Fabian Society sont destinées à l'éducation socialiste du peuple anglais et atteignent assurément leur but, puisque, d'après S. Webb, certaines d'entre elles se sont vendues à plus d'un million d'exemplaires en quelques années (xi). La première cible des dirigeants de la Fabian Society n'en reste pas moins les classes dirigeantes ; comme l'indique G. B. Shaw, cité par l'auteur, il est primordial de « gagner [d'abord] la confiance de beaucoup de gens influents restés jusqu'à présent en dehors du socialisme... » (xii) ; de là l'assiduité des Fabiens aux réunions politiques et aux mondanités et la création par les dirigeants fabiens d'une kyrielle de « clubs de réflexion » et d'institutions, à commencer par la London School of Economics, où seraient formés les futurs dirigeants, non seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi de tous les pays de la planète ; de là aussi que les Fabiens ont vite délaissé l'action politique, préférant la déléguer à des professionnels entièrement dévoués à leur cause — ce qui, cependant, ne fait pas de la Fabian Society un mouvement « purement [intellectuel] », comme l'affirme le Grand Larousse Encyclopédique (xiii).

En 1908, c'est au tour de la revue politique Pages Libres, proche du mouvement socialiste et du syndicalisme révolutionnaire, de faire, dans son numéro du 13 juin 1908, la promotion de la Fabian Society en France, suivie, en 1909, par la Grande revue, qui insiste sur la tactique de la société : « La Société Fabienne se compose de socialistes et a, par conséquent, pour but la réorganisation de la société par l'émancipation de la terre et du capital industriel qui doivent être soustraits à l'appropriation individuelle et à l'appropriation par une classe pour être remis aux mains de la collectivité en vue du bien général. Voilà le texte même de la déclaration que signent tous les adhérents à la société. Donc, la Société Fabienne est socialiste. Elle veut la destruction de la société capitaliste et son remplacement par une société collectiviste, au moyen d'une expropriation des possesseurs individuels. Cette expropriation doit se faire, non à proprement parler, en indemnisant les expropriés, mais en leur allouant un secours, fixé par la communauté. La Société Fabienne n'est donc pas révolutionnaire dans le sens que les Français donnent traditionnellement à ce mot : une transformation sociale naissant tout à coup d'une insurrection triomphante. La Société Fabienne est évolutionniste pour arriver à une fin révolutionnaire.

Et pour atteindre cette fin, elle compte sur l'expansion des idées socialistes et s'efforce d'y arriver par la dissémination de la connaissance des rapports entre l'individu et la société sous son triple aspect : économique, moral et politique. La politique Fabienne est très originale, très curieuse. Elle ne pouvait d'ailleurs donner de bons résultats que dans un pays politiquement très évolué, où l'éducation politique est très avancée, dans un pays où l'évolution sociale est telle qu'il est le plus plus préparé à accepter et à réaliser les conceptions socialistes. Peu soucieuse de la quantité de ses membres, mais très soucieuse de leur qualité et intellectuelle et morale, la Société Fabienne poursuit le but de déterminer le peuple Anglais à démocratiser ses institutions politiques et à socialiser ses institutions économiques. Pour arriver à cette fin, elle presse de tout son pouvoir sur les partis politiques quels qu'ils soient. Elle soutient tout candidat, quelle que soit sa nuance, qui s'engage à accomplir des réformes tendant à la démocratie et au socialisme. Son essence tactique est d'être réformiste et de considérer une réforme, aussi petite soit-elle, comme un pas en avant dans la marche indéfinie du progrès. Les Fabiens doivent propager et propagent en effet d'une façon incessante par la parole et par l'écrit pour faire pénétrer la critique et les idées socialistes dans la presse, dans le roman, dans la poésie, dans le drame, dans les essais littéraires et scientifiques, dans les corps élus (Parlement, Conseils de comté et de villes), dans les groupes politiques et économiques, partout enfin. Et cette infiltration lente, incessante, aussi puissante que la goutte d'eau qui sans cesse tombe sur la pierre dure et la perce, a pour effet de déterminer insensiblement et inconsciemment dans le monde bourgeois et le monde ouvrier un état d'esprit socialiste, je veux dire une mentalité pénétrée d'idées et de conceptions socialistes. Et de là résulte qu'insensiblement des réformes se font en un sens socialiste et que sans cesse croissent et croîtront ces réformes, chacune d'elles étant un pas définitivement acquis vers le but final : la société socialiste. » (xiv).

Dans les années 1910, la Fabian Society fait l'objet d'articles dans diverses revues socialistes, ce qui, outre, comme indiqué ci-dessus, les efforts déployés par le politicien Métin à la fin du XIXe siècle, pour la faire connaître au public français, tend à suggérer qu'elle n'a pas attendu la Première Guerre mondiale pour « pénétrer » et exercer son influence en France.

Il est toujours question d'elle dans les années 1920 dans certaines publications spécialisées (Titus Komarnicki, « La Question de l'intégrité territoriale dans le pacte de la Société des nations [l'Article x du pacte] », Les Presses universitaires de France, 1923) ainsi que dans « Épilogue 1. Les impérialistes au pouvoir : 1895-1914 » (1926) du philosophe et historien libéral Elie Halévy qui, à chacun de ses fréquents séjours à Londres, fréquente la LSE et rend visite aux Webb ainsi qu'à Shaw (xv) et qui nous apprend (xvi) incidemment que les fabiens avaient fondé la LSE « [a]vec l'argent qui leur avait été laissé par un riche philanthrope ». Dès avant la guerre, Webb avait confié à Halévy « que l'avenir était aux grandes nations administratives gouvernées par des bureaux, et où l'ordre était maintenu par des gendarmes » (xvii), ce qui avait amené l'historien à conclure logiquement dans « Histoire du socialisme européen » (xviii), sans toutefois relever la contradiction de fait qui existe dans cette attitude, que les fabiens vouent « une admiration marquée pour toute solution administrative de problèmes

économiques ». Durant sept décennies, la bureaucratie soviétique a essayé de résoudre administrativement les problèmes économiques qu'elle créait.

A partir des années 1930, la Fabian Society sera évoquée occasionnellement dans des ouvrages d'histoire politique ou d'histoire de l'économie, d'histoire du socialisme ou des doctrines économiques (Xavier de Germigny, « La position du travaillisme: vis-a-vis du communisme », Librairie René Giard, 1939 ; Fernand Renaudeau, « Le Parti Travailliste de Grande-Bretagne : ses origines, son développement [1900-1945], son orientation actuelle », Éditions Montaigne, 1947 ; Élie Halévy, « Histoire du socialisme européen : rédigée d'après des notes de cours par un groupe d'amis et d'élèves », Gallimard, 1947 ; Charles Gide et Charles Rist, « Histoire des doctrines économiques. De l'école historique à John Maynard Keynes », Recueil Sirey, 1947), avec une neutralité souvent fautive, mais toujours bienveillante. La critique, si critique il y avait, était périphérique et superficielle.

L'enduit lisse de la façade qui avait été présentée jusque-là de la Fabian Society a commencé à se craqueler et à se décoller au début des années 1980, grâce à la publication par Yann Moncomble de « L'Irrésistible Expansion du mondialisme » (Faits et documents, Paris, 1981), qui met en lumière, plus de deux décennies avant que les historiens britanniques ne commencent à s'en aviser, l'influence déterminante des théories de l'économiste libéral anglais d'origine juive David Ricardo (1772-1823) sur la pensée économique de Webb et de Shaw ; l'existence de liens entre la Fabian Society et les sociétés secrètes, en établissant l'adhésion de certains de ses membres – dès sa fondation par les administrateurs du Rhodes Trust, dirigé et financé par les Juifs Alfred Beit et Sir Abe Bailey, associés de Cecil Rhodes et de Rothschild dans les trusts sud-africains de l'or et du diamant – à la Pilgrims Society, dont le premier président était Frederick Sleight Roberts (1832-1914), commandant en chef de l'Armée des Indes, héros de la seconde guerre afghane, commandant des forces armées britannique en Afrique du Sud durant la seconde guerre des Boers et franc-maçon (xix) ; l'investissement de la Fabian Society dans le projet d'instauration d'un gouvernement mondial, en identifiant John Boyd Orr (1880-1971), 1er baron Boyd-Orr, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de 1945 à 1948, deuxième président du Mouvement Universel pour une Confédération mondiale (créé en 1947) et prix Nobel de la paix 1949, comme un membre de la Fabian Society (xx).

Dans la seconde moitié des années 1990, la Fabian Society sera mentionnée dans « Maçonnerie et sectes secrètes – Le côté caché de l'histoire » (xxi), traduction d'un ouvrage d'un certain Epiphanius intitulé « Massoneria e sette segrete : la faccia occulta della storia », où la franc-maçonnerie et les sociétés secrètes connexes sont dénoncées comme des manifestations kaléidoscopiques de l'hérésie gnostique, dont l'objectif est de détruire l'Église pour instaurer un gouvernement mondial : ce n'est pas pour rien que l'ouvrage est paru chez les éditions du Courrier de Rome. Les sources d'Epiphanius ne sont pas toutes aussi « sûres » que l'affirme l'éditeur. Si nombreux sont les politiciens dont l'appartenance à

la Fabian Society est avérée qu'il était inutile de risquer de se discréditer en en présentant comme membres certains qui n'en étaient pas ; pourtant, du point de vue chrétien auquel se place l'auteur, il était non seulement utile, mais nécessaire, d'établir un lien entre le fascisme et la Fabian Society : et c'est ainsi que l'on n'a pas craint de faire de Mosley un fabien (xxii). Une analyse, une fois expurgée de l'interprétation spiritualiste des enseignements des sociétés secrètes qui la boursoufle, est à retenir, à condition de préciser, ce que ne fait ni l'auteur ni les critiques suivants de la Fabian Society, que l'« État omnipotent » en question est entre les mains d'intérêts privés et que ses représentants visibles sont des fantoches : « [L]'idée de Saint-Yves du primat de l'économie sur la politique [...] s'accompagne sans aucun doute de l'idée jacobine de l'État omnipotent. Ces deux composantes, qui agissent en synergie, produisent l'identité suivante : primauté de l'économie + omnipotence de l'État = le socialisme. Le socialisme, dans l'État technocratique en particulier, tend par sa nature à une forme d'universalité qui, habituellement à l'insu des technocrates eux-mêmes, s'identifie en réalité à la théocratie universelle et tire par là même sa sève du panthéisme gnostique [...]. La British Fabian Society est une bonne démonstration de cette correspondance bi-univoque entre magie [la référence est au gnostique Simon le Magicien] et technocratie. » (xxiii). De fait, certains membres de la Fabian Society étaient attirés par l'occultisme : Herbert Burrows (1845-1922), libre-penseur et militant socialiste favorable à « l'indépendance politique complète de la femme », « l'indépendance économique complète de la femme », « la liberté sexuelle complète de la femme » (xiv), appartenait aussi à la Société Théosophique et; avec la membre fondatrice de la Fabian Society Edith Nesbit, à la Stella Matutina (xxv), ordre initiatique créé en 1905 par William Butler Yeats. membre de l'Ordre hermétique de l'Aube dorée fondé par William Wynn Westcott en 1888. Les dirigeants fabiens étaient friands de séances de spiritisme (xxvi). C'est peut-être pourquoi, dans le premier tome de « Faits et chroniques interdits au public » (2003), dont un chapitre est constitué par un exposé critique des principes et de la tactique de la Fabian Society, Pierre de Villemarest postule une filiation entre celle-ci et l'Ordre hermétique de l'Aube dorée ; en attendant, le seul lien avéré qui unit les deux organisations est l'actrice et militante des droits de la femme Florence Farr (1860-1917), maîtresse de Shaw (xxvii) et membre de la dite société secrète. Plus tard, de Villemarest a enquêté sur la « pénétration » fabienne en France (xxviii).

En 2004, la Fabian Society, « mère de tous les organismes internationaux qui orchestrent la politique internationale aujourd'hui », a été pointée du doigt dans « La Tragédie européenne » (xxix).

Est paru en 2015, sous le pseudonyme de John Green, un ouvrage auquel, étant donné sa taille, pourra être donné le titre de somme, si – nous n'avons pas été en mesure de le consulter – il s'avère qu'il dépasse le point de vue étroitement chrétien des autres publications de l'éditeur : « La société Fabienne – L'instauration d'un nouvel ordre international chez Béatrice et Sidney Webb » (Saint Rémi, 2015). Étudie-t-il le rôle fondamental de la Fabian Society, jusqu'à présent ignoré par tous les chercheurs qui se sont penchés sur son cas, sauf par l'auteur de l'article que nous publions, légèrement remanié, en traduction française ci-dessous, dans la propagande en faveur du « multiculturalisme » et de l'invasion

de l'Europe par des populations d'origine extra-européenne et dans la conception et l'élaboration même des politiques génocidaires qui y sont liées ?

L'étude qui suit, publiée sur un site nationaliste britannique, est, à notre connaissance, la seule qui mette en lumière le rôle clé qu'a joué et que continue à jouer la Fabian Society dans la planification et la mise en oeuvre de l'invasion de populations de couleur que subit actuellement l'Europe occupée (xxx).

Le fabianisme est un mouvement radical lancé dans les années 1880 à Londres dans le but de renverser l'ordre existant et d'établir un monde socialiste.

A cette époque, Londres était à la fois le centre du capitalisme libéral – qui est lui-même un mouvement subversif – et le foyer de la gauche radicale, qui cherchait à subvertir le premier. La principale association de promotion du socialisme en Angleterre était l'International Working Men's Association (IWMA, aussi connu sous le nom de « Première Internationale »), établie en 1864 par Karl Marx.

Au début, les doctrines de Marx n'étaient disponibles qu'en allemand et en français et avaient ainsi peu d'impact sur le public britannique. Son disciple Henry Hyndman a été le premier à populariser ses enseignements ainsi que ceux d'autres socialistes allemands en langue anglaise. Hyndman a fondé la Fédération Sociale Démocratique en 1881 (1).

Les fondateurs de la Fabian Society étaient eux-mêmes influencés par le marxisme et appartenaient aux cercles de la Social Democratic Federation Ce qui distinguait la Fabian Society des organisations socialistes antérieures comme l'IWMA et la SDF était la méthode par laquelle elle cherchait à atteindre son objectif. Tandis que les autres socialistes parlaient ouvertement de révolution, les fabiens entendaient construire le socialisme progressivement et furtivement.

Selon l'un de ses dirigeants, la Fabian Society était « organisée en vue de la réflexion et de la discussion et non de l'action électorale, qu'elle laisse à d'autres organismes, bien qu'elle encourage ses membres à participer activement, à titre individuel, au travail de ces autres organismes » (2).

Le loup dans la bergerie



La nature subversive du projet de la Fabian Society est illustrée par la Fabian Window, vitrail en verre coloré montrant les leaders fabiens Edward R. Pease, Sidney Webb et Bernard Shaw (dans le manteau vert) forgeant un nouveau monde à partir de l'ancien, tandis que d'autres fabiens sont agenouillés en adoration devant une pile d'ouvrages de la Fabian Society.

Le vitrail porte la devise « Remould it [the World] nearer to the heart's desire », dernier vers d'un quatrain du poète iranien Omar Khayyam (1048-1131), qui lit : « Dear love, couldst thou and I with fate conspire/To grasp this sorry scheme of things entire,/Would we not shatter it to bits, and then/Remould it nearer to the heart's desire! » (3). Il illustre parfaitement le projet des fabiens de détruire la société pour la reconstruire à leur manière.

La Fabian Window a été commandée par Shaw en 1910 et est actuellement exposée à la London School of Economics. Son thème se veut humoristique ; comme l'a admis Shaw, les fabiens cultivent l'humour, ou ce qu'il décrit comme « la capacité à nous moquer librement de nous-mêmes » (4). En fait, les fabiens dissimulent derrière l'humour le caractère sinistrement sérieux de leurs intentions.

Si la Fabian Window est indéniablement symbolique, sa facture religieuse trahit le fait que, en dépit de sa prétention à être « scientifique », le socialisme se révèle truffé d'incohérences et de contradictions internes qui font que l'adhésion à ses principes est fondée sur la foi plus que sur la raison. Comme l'a observé l'économiste P. Bauer, le socialisme est une sorte de religion messianique qui promet le salut sur la terre (5) et c'est précisément ce que se veut être le fabianisme aussi. Shaw a déclaré que les fabiens devaient « transformer le socialisme en une religion » (6). D'autres dirigeants de la Fabian Society ont parlé du socialisme comme d'une « nouvelle religion sociale ». Ainsi, sur le vitrail, l'attitude adoratrice des fabiens représente avec précision la nature quasi religieuse du socialisme en général et du fabianisme en particulier.

Le loup revêtu d'une peau de mouton et portant un étendard rouge marqué des initiales « FS » qui figure sur le « blason » en arrière plan est particulièrement révélateur de la tactique des fabiens, qui est l'infiltration, c'est à dire la pénétration furtive.

Enfin, la devise de la Fabian Society, empruntée qu'elle est à un poète iranien, pourrait bien être une allusion à la reconstruction de l'ordre mondial en accord avec les intérêts pétroliers internationaux. L'Anglo-Iranian Oil Company (plus tard British Petroleum) était parmi les membres corporatifs de la Royal Institute of International Affairs, alias Chatham House (King-Hall, p. 140), organisation cofondée

par des membres de la Fabian Society, qui a conservé des liens étroits avec les intérêts pétroliers (voir ci-dessous).

### Les fabiens et les intérêts financiers subversifs

Le principal organe à l'origine de la Fabian Society était le Parti libéral, parti de centre-gauche à l'époque. Cependant, les fabiens avaient bel et bien des liens avec la politique libérale et les intérêts capitalistes libéraux, comme le montre la liste des membres de certains des groupes de réflexion qu'a créé la Fabian Society, en tête desquels le Coefficients Dining Club (7), dont nous reparlerons plus bas.

Des écrits des fabiens il ressort qu'ils ont consciemment cherché la compagnie, la collaboration et le soutien des riches et des puissants. Our partnership de Beatrice Webb ne cesse d'exhorter les fabiens à « attirer les millionnaires », « tirer les ficelles », « manipuler toutes les forces que nous contrôlons », tout en prenant soin de « paraître désintéressés » et de prétendre être « des gens humbles que personne ne soupçonne d'être puissants » (8).

En fait, les Webb étaient en contact régulier avec des gens comme Arthur Balfour et Richard Haldane (lui-même membre de la Fabian Society) qui servaient de contacts entre les fabiens et les puissants, les riches. Au fur et à mesure que leur cercle social s'est développé, les dîners fréquents, les réunions informelles et les « petites soirées » des Webb leur ont permis de se mêler à des membres influents de l'élite dirigeante comme Lord Rosebery, Julius Wernher (de Wernher, Beit & Co.) et Lord Rothschild et de les convaincre de soutenir leurs projets subversifs.

Il est essentiel de comprendre que leurs relations étaient loin d'être à sens unique. Les principaux éléments du capitalisme libéral – les grands hommes d'affaires, les industriels et les banquiers – qui avaient accumulé de grandes richesses à la suite de la révolution industrielle, n'étaient pas des philanthropes altruistes. Ils visaient à renforcer leur propre position de pouvoir et d'influence par deux moyens: (1) en monopolisant la finance, l'économie et la politique; et (2) en contrôlant une classe ouvrière urbaine de plus en plus nombreuse.

Le premier objectif devait être atteint par la centralisation du capital, des moyens de production, etc. Le deuxième devait être obtenu par l'organisation des travailleurs et par la promesse de leur accorder une plus grande part des ressources. Ces buts coïncidaient avec ceux du mouvement socialiste, dont les fabiens voulaient devenir le principal élément.

Comme l'a souligné H. G. Wells, la grande entreprise n'était nullement antipathique au communisme, car « plus la grande entreprise grandit, plus elle se rapproche du collectivisme » (9). De même, Joseph A Schumpeter, professeur de David Rockefeller à Harvard, a écrit : « Les vrais moteurs du socialisme n'étaient pas les intellectuels ou les agitateurs qui le prêchaient, mais les Vanderbilt, les Carnegie et les Rockefeller (10).

En effet, le Manifeste du Parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels (1848) était fondé sur des politiques capitalistes monopolistiques comme la centralisation du capital et l'organisation des travailleurs.

Marx – dont la fille, Eleanor, a appartenu à la Fabian Society (11) et Engels ont commencé leur carrière en tant que journalistes au service des intérêts capitalistes libéraux. Marx a travaillé plus tard pour le New York Tribune, dont le propriétaire, Horace Greeley et son rédacteur, Charles Anderson Dana, étaient de proches collaborateurs de Clinton Roosevelt (12), membre démocrate radical du célèbre Clan Roosevelt, dont les centres d'intérêt étaient la banque et la politique et qui était un proche allié des Vanderbilt.

La Fabian Society a non seulement adopté les politiques de Marx et d'Engels, mais elle était étroitement liée aux mêmes genres d'intérêts qu'eux :

Hubert Bland, employé de banque devenu journaliste, travaillait pour le Sunday Chronicle de Londres, un des journaux du magnat de la presse Edward Hulton, ancien compositeur d'imprimerie du quotidien libéral The Manchester Guardian. Bland, co-fondateur de la Fabian Society, est devenu un membre de sa direction et son trésorier. C'est lui qui a fait adhérer à la Fabian Society son ami et collègue journaliste Bernard Shaw.

Shaw travaillait pour la London Pall Mall Gazette, où le dirigeant libéral William T. Stead était rédacteur en chef et Alfred (plus tard Lord) Milner était son assistant. Stead et Milner étaient tous deux proches du magnat du diamant et associé des Rothschild Cecil Rhodes et ont participé à la formation de l'organisation secrète influente connue sous le nom de Milner Group. Recruté par son ami Bland en 1884, Shaw a lui-même recruté Annie Besant (13) et ses amis Sidney Webb, Sydney Olivier et Graham Wallas de 1885 à 1886.

Fait révélateur, les fabiens réussissaient par excellence à s'élever socialement et financièrement – ce qui montre qu'ils ne se sentaient pas tenus par la promesse qu'ils avaient faites aux simples membres de la Fabian Society et à d'autres de « partager équitablement les avantages naturels et acquis » et de « substituer complètement la propriété publique à la propriété privée ».

Sidney Webb a épousé Beatrice Potter, fille d'un riche financier qui avait des relations dans le monde entier et était président du Great Western and Grand Trunk Railways of England and Canada. Beatrice était aussi une amie proche d'Arthur Balfour, associé des Rothschild et Premier ministre conservateur. Le Great Western Railways (GWR) a soutenu la jeune LSE de Webb, en inscrivant les membres de son personnel aux cours de l'école et Webb a également utilisé les autres relations de sa femme pour faire avancer les politiques de la Fabian Society.

Shaw a épousé Charlotte Payne-Townshend, fille d'un riche investisseur boursier qui était l'un des bailleurs de fonds de la Fabian Society. Shaw a été employé par le millionnaire William Waldorf (plus tard Lord) Astor, propriétaire de la Pall Mall Gazette et est devenu un ami proche du fils de ce dernier (et chef du groupe Milner) Waldorf et de son épouse Nancy. Le Pall Mall et la St. James's Gazette publiaient régulièrement des interviews dans lesquelles Shaw et Webb faisaient la promotion des théories socialistes.

Comme Shaw, Webb, Olivier et Wallas sont devenus les « Big Four » de la Fabian Society, il est clair que celle-ci était une organisation privée dirigée par des éléments au service de médias représentant des intérêts capitalistes libéraux.

En effet, l'un des principaux bailleurs de fonds de la Fabian Society était John Passmore Edwards, associé du fabricant de textile et chef de la Manchester School (ou libéralisme manchestérien) Richard Cobden. Dans les années 1890, Passmore Edwards a fait don de 10 000 £ à la LSE, pour lui permettre de faire bâtir un nouveau bâtiment (14).

Les fabiens étaient également liés à la Manchester School par Harold Cox, membre de la Fabian Society qui était un disciple du libéralisme manchestérien, secrétaire du Cobden Club, rédacteur en chef de l'influent trimestriel Edinburgh Review et collaborateur de Sidney Webb (15).

Il s'ensuit que Karl Marx et la Fabian Society ont été financés par des intérêts industriels liés à l'école de Manchester et au monde des médias.

Ces intérêts puissants étaient des alliés de la famille Rothschild, qui avait des liens étroits avec le monde des médias de gauche, de l'industrie et de la finance de Manchester : la première escale des Rothschild en Angleterre avait été Manchester, où le patriarche Nathan Meyer avait débuté sa carrière dans le commerce du textile. Les Rothschild soutenaient depuis longtemps les causes libérales, plusieurs membres importants de la famille ayant été députés du parti libéral.

#### Les intérêts de la Fabian Society et des Rothschild

La Fabian Society était en contact étroit avec les Rothschild, à la fois directement et par des intermédiaires comme Balfour. Les Balfour étaient parmi les principaux représentants des puissances d'argent britanniques et avaient participé à la création d'organisations visant à promouvoir leurs intérêts, comme l'Anglo-American League, la Pilgrims Society, l'Imperial College et la Société des Nations. Alors que son frère Gerald était président du Board of Trade, Arthur Balfour était président du Local Government Board, avant de devenir Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Quel qu'ait été le poste qu'il a occupé, il s'entretenait régulièrement avec Lord Natty Rothschild et les dirigeants de la Fabian Society et promouvaient leurs politiques.

Lord Rothschild lui-même a participé personnellement, avec Sidney Webb, à la restructuration de l'Université de Londres, dans laquelle la LSE des fabiens a été incorporée en 1898. Il a également fourni des fonds à la LSE et en a été le troisième président, en prenant la succession de son parent Lord Rosebery (16).

La LSE continue d'entretenir des liens étroits avec les Rothschild et leurs associés. Par exemple, le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la LSE est financé par la Fondation Grantham, dont le fondateur Jeremy Grantham, de la firme de gestion de placements Grantham, Mayo & Otterloo (GMO), a été économiste chez Royal Dutch Shell, dont les Rothschild sont parmi les principaux actionnaires ; le conseil consultatif du Grantham Institute compte parmi ses membres Sir Evelyn de Rothschild de EL Rothschild Ltd. et Vikram Singh Mehta de Shell Companies, Inde ; Rothschild, Shell, Barclays, Goldman Sachs, JP Morgan et Morgan Stanley sont membres de la LSE Careers Patron Group ; Peter Sutherland, président de Goldman Sachs International, est président de la LSE, etc.

#### La Fabian Society et le groupe Tata

L'un des liens des fabiens avec les intérêts industriels était le magnat indien des textiles Jamsetji Tata, que Sidney et Beatrice Webb avaient aidé à créer une cité ouvrière autour des aciéries qu'il venait d'acquérir à Bombay, où les fabiens avaient créé une branche de la Fabian Society. En 1912, Tata a financé le Sir Ratan Tata Department de la LSE, qui est devenu plus tard le Department of Social Sciences, dont le premier conférencier était Clement Attlee, membre de la Fabian Society et plus tard président du New Fabian Research Bureau (17).

#### La Fabian Society et le clan Rowntree

L'un des autres liens de la Fabian Society avec les intérêts industriels était le fabricant de chocolat Rowntree's. Après avoir créé diverses sociétés de bienfaisance en 1904, Joseph Rowntree a financé la Commission for the Prevention of Destitution de la Fabian Society et, à partir de 1915, a subventionné les activités de la Fabian Society ainsi que celles de son département de recherche, d'où est sorti en 1916 le rapport « International Government » (18) ; son fils, Seebohm Rowntree, qui, en plus d'être un industriel, était aussi un fervent réformateur social, a été membre, avec Beatrice Webb, de la Royal Commission on the Poor Law 1905-09 (19) et, depuis, les sociétés caritatives Rowntree n'ont pas cessé de financer des projets de la Fabian Society.

#### Les intérêts de la Fabian Society et de Cassel

La Fabian Society était également liée au banquier et financier international Sir Ernest Cassel, associé de Rothschild, Schiff et Morgan. Cassel a été persuadé par son ami Lord Richard Haldane, membre du Coefficients Club de la Fabian Society et, à partir de 1925, membre de la Fabian Society, de léguer des sommes importantes à la LSE (20).

A la fondation du Sir Ernest Cassel Educational Trust en 1919, Haldane, le dirigeant libéral Herbert Asquith (ami de Cassel et de Bernard Shaw) et Lord Balfour en ont été nommés administrateurs. En 1924, le Trust a accordé des subventions importantes à la LSE, qui, en retour, a créé le Sir Ernest Cassel Chair of International Relations (plus tard International Relations Department).

#### Les intérêts de la Fabian Society et des Rockefeller

La Fabian Society est particulièrement proche des Rockefeller, qui sont des socialistes fabiens déguisés. David Rockefeller a écrit une thèse bienveillante sur le socialisme fabien à Harvard (*Destitution through Fabian Eyes*, 1936) et a étudié l'économie socialiste à la LSE. Sans surprise, les Rockefeller ont financé d'innombrables projets de la Fabian Society, dont la LSE. Dès la fin des années 1920 et 1930, la LSE a reçu des millions de dollars des fondations Rockefeller et Laura Spelman, à tel point qu'elle a reçu le surnom de « Rockefeller's baby ».

Le Conseil des relations étrangères (CFR) des Rockefeller, qui opère au sein du Département d'État des États-Unis, a été responsable de la conception de la politique étrangère américaine d'après-guerre. Un élément clé de cette politique a été l'aide de 13 milliards de dollars octroyée au titre du plan Marshall aux gouvernements socialistes européens, dont le gouvernement socialiste fabien dirigé par Clement Attlee, ancien président du New Fabian Research Bureau.

Le Fonds monétaire international (FMI), créé en 1944 en même temps la Banque mondiale, est un autre fonds Rockefeller qui finance les projets de la Fabian Society. Son architecte en chef était le sous-secrétaire américain au Trésor Harry Dexter White, espion communiste qui avait des liens étroits avec l'Institute of Pacific Relations (IPR), dont la création en 1925 a été possible grâce à des fonds Rockefeller.

Le FMI a accordé plusieurs prêts aux gouvernements travaillistes (fabiens) :

- 250 millions de dollars au gouvernement Attlee en 1947 (21) ;
- 1 milliard de dollars au gouvernement Wilson en 1969 (22) ;
- 4 milliards de dollars au deuxième gouvernement Wilson en 1976 (23).

Un autre emprunt important de 4,34 milliards de dollars a été négocié en 1946 par l'économiste fabien John Maynard Keynes avec l'aide de son ami et collaborateur Harry Dexter White, alors employé du Trésor américain et du FMI. Tous ces prêts ont été octroyés sous les gouvernements fabiens de Hugh Dalton, Roy Jenkins et Denis Healey.

La Fabian Society elle-même continue d'être financée par des entités subversives comme la Commission européenne et la Fondation pour les études européennes progressistes (FEPS), opération à l'échelle européenne cofinancée par le Parlement européen, qui œuvre pour une Europe socialiste.

La Fabian Society travaille également en partenariat avec des sociétés mondiales comme Pearson, associé de longue date de Lazard et Rothschild. Pearson est un actionnaire important du groupe bancaire Lazard depuis le début des années 1900. Lazard a été identifié par l'historien Carroll Quigley comme la banque principale de l'establishment anglo-américain, alliance entre le groupe britannique Milner (qui s'occupe des intérêts des Rothschild) et l'Eastern Establishment (qui veille à ceux de JP Morgan et des Rockefeller) .

Comme Pearson, Lazard est un groupe de gauche qui soutient depuis longtemps les causes de gauche. Lazard a pris parti pour Obama et a embauché le dirigeant socialiste fabien Peter Mandelson comme conseiller principal.

#### La Fabian Society et les associations caritatives

Les intérêts financiers et industriels, avec lesquels, comme nous l'avons vu, la Fabian Society a des liens étroits, utilisent depuis longtemps les fondations philanthropiques pour promouvoir leurs programmes subversifs sous couvert de « justice sociale et raciale » ou de « bien public ».

Les registres de la Charity Commission montrent que, en 2007, la Fabian Society et la Barrow Cadbury Trust (fondation caritative contrôlée par le chocolatier Cadbury, qui travaille en partenariat avec la Fabian Society) ont participé à des discussions secrètes sur la « politique d'immigration progressiste » avec divers politiciens travaillistes, dont le ministre de l'Immigration, Liam Byrne (24), membre de la Fabian Society et co-fondateur de Progress, groupe de réflexion et de pression blairien (New Labour) cofondé en 1996 par Derek Draper et Liam Byrne et dont de nombreux présidents et directeurs ont été membres de la Fabian Society. Draper était l'un des cadres supérieurs du cabinet de lobbying bruxellois GPC Market Access détenu par le cabinet de conseil anglo-américain Countrywide Porter Novelli, tandis que Byrne, ancien boursier Fulbright à la Harvard Business School, était banquier chez NM Rothschild & Fils ainsi que membre de la Fabian Society.

Les autres « organismes de bienfaisance » importants qui travaillent en partenariat avec la Fabian Society, financent ses projets ou font la promotion de son programme sont le Webb Memorial Trust et les fondations Joseph Rowntree.



- Le Webb Memorial Trust a accordé des subventions à la Fabian Society.
- La Fondation Joseph Rowntree (JRF) travaille en partenariat avec la Fabian Society.
- Le Joseph Rowntree Reform Trust (JRRT) et Barrow Cadbury Trust (BCT) ont octroyé des subventions à COMPASS, groupe de pression brownien créé en 2003 et dirigé par Fabian Neal Lawson.
- Le Joseph Rowntree Charitable Trust (JRCT) – qui se décrit comme une « fondation progressiste œuvrant à un changement radical » – cofinance la Commission Runnymede Trust sur l’avenir de la Grande-Bretagne multiethnique (CFMEB), etc.

Ces fondations fabiennes ou associées à la Fabian Society sont également fortement représentées dans un certain nombre d’autres fondations et associations de fondations, qui toutes travaillent à la mise en œuvre du programme de la Fabian Society. Par exemple, Sara Llewellyn, PDG de Barrow Cadbury Trust (BCT), est également vice-présidente de l’Association of Charitable Foundations (ACF), dont le comité de nomination comprend Anna Southhall de BCT et Simon Buxton de Noel Buxton Trust (NBT), fondation contrôlée par la Fabian Society et nommée d’après le fabien Lord Noel-Buxton. Llewellyn est également membre du Conseil des gouverneurs du European Foundations Centre. Citons aussi Oxfam, cofondé en 1942 par Gilbert Murray, ami de sommités fabiennes comme G. B. Shaw et H. G. Wells et président de l’organisation fabienne League of Nations Society (LNS).

### L’emprise de la Fabian Society sur les classes laborieuses

Les éléments monopolistiques du capitalisme libéral avaient réussi à prendre le contrôle des ressources (pétrole, or, acier, etc.) avec la collaboration des classes supérieures dirigeantes, qu’ils remplaçaient progressivement. Cependant, l’émergence d’une nouvelle classe de travailleurs industriels moins malléable menaçait de perturber l’équilibre du pouvoir dans les sociétés industrielles.

Par conséquent, les grands capitalistes libéraux – les grands groupes industriels, commerciaux et bancaires (Rothschild, Carnegie, Rockefeller, etc.) – en sont venus à soutenir la réforme sociale dans l’espoir d’apaiser les classes ouvrières rétives et d’en prendre finalement le contrôle. La Fabian Society a été créée à cette fin.

Les dirigeants de la Fabian Society avaient découvert depuis longtemps que les classes ouvrières britanniques « ne se rueraient pas sur le socialisme » – comme l’admet candidement le secrétaire de la

Fabian Society Edward R. Pease (25). Par conséquent, la première tâche de la Fabian Society a été d'attirer à elle les classes ouvrières pour s'en servir à ses propres fins.

Conformément à leur slogan, « éduquer, agiter, organiser », les fabiens, par une propagande et une agitation habiles, ont réussi à manipuler le public pour l'amener à accepter et à soutenir leurs politiques, notamment leurs programmes de réforme sociale. En d'autres termes, les fabiens ont décidé ce que le public voulait, puis se sont assurés que le public voulait, ou semblait vouloir, ce que les fabiens avaient décidé qu'il voulait (26).

Une fois les masses endoctrinées par le fabianisme, il restait à les organiser et c'est à cet effet qu'a été créé l'Independent Labour Party (ILP).

L'ILP a été fondé lors d'une conférence de la Fabian Society en 1893. Issu de la fusion de plus de soixante-dix sociétés fabiennes locales, son premier président était le fabien Keir Hardie qui avait précédemment cofondé la Deuxième Internationale avec Friedrich Engels.

Une fois l'ILP créé, la Fabian Society n'a ménagé aucun effort pour accroître son influence dans les branches de l'ILP et de la Social Democratic Federation dans tout le pays.

Fait intéressant, la Fabian Society comparait son influence sur le peuple britannique à celle de la British South Africa Company (BSAC) du groupe Milner sur les indigènes sud-africains. Par exemple, en 1897, la direction de la Fabian Society a annoncé que, tout comme la « Chartered Company » le faisait en Afrique à l'endroit des indigènes, la Fabian Society asservirait et contrôlerait les indigènes britanniques « pour son profit et leur propre bien » (27).

Que le but que l'ILP s'était fixé était de contrôler les classes ouvrières dans l'intérêt de la Fabian Society ressort clairement du Diary de Beatrice Webb et d'autres documents de la Fabian Society. En 1913, elle put constater que la Fabian Society et l'Independent Labour Party étaient sur le point de contrôler la politique du mouvement travailliste et socialiste britannique (28).

Ce qui précède démontre sans conteste que le socialisme (y compris le fabianisme) a été imposé aux classes ouvrières par des intérêts qui lui étaient extérieurs. Lénine lui-même avait utilisé le socialisme

pour supprimer toute spontanéité dans le mouvement ouvrier et l'amener sous le contrôle de son parti « social-démocrate » (plus tard communiste) (29).

De leur côté, les partisans ordinaires du Parti travailliste – dans la mesure où ils étaient au courant des activités des fabiens – les considéraient comme des araignées sans scrupules, tissant des toiles pour piéger les socialistes honnêtes (30). Dans l'un de ses moments de lucidité, Bernard Shaw l'a reconnu, qualifiant le Fabian Society et se qualifiant lui-même de « magnifiques parasites » (31).

### La Fabian Society et le Parti travailliste

Un autre des instruments dont s'est servi la Fabian Society pour piéger les masses sans méfiance est le Parti travailliste. Fondé en 1900 par Keir Hardie et ses collègues socialistes, le parti s'est appelé Labour Representation Committee jusqu'en 1906.

Le fait que les fondateurs de la Fabian Society appartenaient tous à la classe moyenne montre qu'elle ne représentait pas les travailleurs. Dès la création du Parti travailliste, l'un d'entre eux, Edward R. Pease, siégeait à son conseil exécutif, suivi par Sidney Webb et d'autres membres de la Fabian Society.

La Fabian Society se décrit actuellement comme un « groupe de réflexion ». Cependant, tout groupe de réflexion au sein d'un parti est, par définition, un groupe d'experts dont les conseils et les idées qu'il fournit à ce parti sur des questions spécifiques lui servent à élaborer son programme.

Dès la création de la Fabian Society, ses dirigeants ont présenté les fabiens comme les « intellectuels » du parti travailliste (32). Dans les années 1950, Margaret Cole, secrétaire de la Fabian Society, décrivait la Fabian Society comme la « machine à penser du socialisme britannique » (33). La Fabian Society continue de se définir comme étant « à l'avant-garde de l'élaboration d'idées et de politiques publiques de gauche » (34).

Comme s'il ne suffisait pas que la politique d'un grand parti politique comme le Parti travailliste lui soit inspirée par une organisation privée semi-secrète au programme subversif, la Fabian Society fait beaucoup plus que de lui fournir des idées. La constitution, le manifeste et la politique du Parti travailliste ont tous été écrits par des membres de la Fabian Society, comme Arthur Henderson et Sidney Webb.

Le Memorandum on War Aims (1918) de Sidney Webb est devenu la déclaration politique du Parti travailliste.

La brochure Labour and the New Social Order (1918), également de Webb, a été adoptée comme manifeste du Parti travailliste.

The Aims of Labour (1918) de Webb et de son collègue Fabian Arthur Henderson, est devenu la politique officielle du parti travailliste (35), etc.

Le poids qu'exerce la Fabian Society sur le Parti travailliste n'est pas qu'intellectuel, il est aussi, pour ainsi dire, physique, comme le montre le nombre de personnes qui sont membres des deux et le pourcentage de Fabians dans le nombre total des députés travaillistes, des membres des gouvernements travaillistes successifs et des membres de la direction du Parti travailliste..

La Fabian Society compte 7 000 membres, dont 80% (5 600) sont membres du Parti travailliste. Cela représente environ 3% du nombre total de membres du Parti travailliste (environ 190 000 en 2010).

Le pourcentage de Fabians augmente considérablement parmi les membres de la direction du Parti travailliste. Dès le début, un grand nombre des candidats du Parti travailliste aux élections législatives étaient membres de la Fabian Society et, depuis les années 1940, environ 50% des travaillistes qui se sont présentés à la législature en étaient membres.

En 1945, 393 candidats travaillistes ont été élus au Parlement, dont 229 membres de la Fabian Society.

En 1997, 418 candidats travaillistes y ont été élus, dont 200 membres de la Fabian Society.

A la direction du parti travailliste, la proportion de Fabians est proche de 100 pour cent. Le gouvernement travailliste qui est entré en fonction en 1966 comptait vingt-et-un ministres, dont dix-sept étaient membres de la Fabian Society et cette proportion n'a pas changé depuis. Blair compris,

presque tous les ministres du gouvernement travailliste qui a été formé en 1997 étaient des fabiens (36).

- Depuis sa création, d'éminents fabiens comme Ramsay MacDonald, Arthur Henderson, James (« Jim ») Middleton, Morgan Phillips et d'autres ont occupé le poste de secrétaire général du Parti travailliste.
- Tous les gouvernements travaillistes de 1924 à 1997-2010 étaient composés presque exclusivement de membres de la Fabian Society;
- Tous les Premiers ministres travaillistes ont été membres de la Fabian Society ;
- Tous (ou presque tous) les dirigeants du Parti travailliste ont été membres de la Fabian Society ;
- Tous (ou presque tous) les chefs adjoints du Parti travailliste ont été membres de la Fabian Society ;
- Les futurs dirigeants du Parti travailliste sont formés chez les Young Fabians, la section des moins de 31 ans de la Fabian Society, qui, comme la Fabian Society elle-même, est affiliée au Parti travailliste. Sans surprise, les Young Fabians ont été décrits comme les « députés travaillistes du futur » ;
- Les publications de la Fabian Society continuent de servir de fondement à la politique du Parti travailliste (37) ;
- Les dirigeants du Parti travailliste continuent de professer leur allégeance au fabianisme et à la Fabian Society :

En avril 2006, lors du dévoilement de la Fabian Window à la LSE, le Premier ministre travailliste Tony Blair a déclaré que beaucoup des valeurs défendues par les fabiens sont « très reconnaissables » dans le Parti travailliste d'aujourd'hui (38).

Les événements importants qu'organise le Parti Travailliste sont régulièrement annoncés et évoqués lors des conférences de la Fabian Society. Par exemple, Ed Miliband a annoncé sa candidature à la direction du parti lors d'une conférence de la Fabian Society en mai 2010 ; et les politiciens et les activistes travaillistes se sont réunis sous les auspices de la Fabian Society pour discuter de la politique du parti (39).

En janvier 2013, lors de la Conférence du Nouvel An de la Fabian Society, Ed Miliband, élu entre-temps, a déclaré être « un fervent lecteur des écrits des fabiens » (40), etc.

## L'emprise de la Fabian Society sur la société britannique

Il n'était pas que les classes ouvrières que les fabiens cherchaient à contrôler totalement. Le but déclaré de la Fabian Society était de pénétrer toutes les classes et d'y diffuser « l'idée que les valeurs créées par la société doivent être l'objet d'un contrôle social » (41).

Inutile de dire que toutes ces opinions propagées par la Fabian Society étaient les opinions de la Fabian Society elle-même et non du grand public, l'objectif explicite de la Fabian Society étant la propagation de ses opinions : « Les fabiens sont associés pour répandre les opinions qui sont les leurs... » (42). À cette fin, la Fabian Society a entrepris de contrôler, non seulement la politique, mais aussi l'éducation, la culture, l'économie, le système judiciaire et même la médecine et la religion, comme le montrent de nombreuses déclarations de ses dirigeants. Par exemple, Bernard Shaw a déclaré que l'objectif de la réforme de l'éducation que préconisait la Fabian Society était de créer un ministère de l'éducation, qui « contrôlerait tout le système éducatif, de l'école primaire à l'université et toutes les dotations à l'enseignement » (43).

Cet objectif a été accompli à travers un large éventail d'organisations, de sociétés et de mouvements interconnectés :

- Dans le domaine de l'éducation, par des conseils tels que le London County Council, des sociétés universitaires et des établissements comme la LSE l'Imperial College et l'Université de Londres.
- Dans le domaine de la culture, par le mouvement New Age, l'École Centrale des Arts et Métiers, le Leeds Arts Club, le Fabian Arts Group, la Stage Society et le Creative Diversity Network (CDN) (44).
- Dans le domaine de l'économie, par la LSE, la Royal Economic Society, l'Institut national de recherche économique et sociale (NIESR), l'Economic and Social Research Council (ESRC) (45), le Centre for Economic Policy Research (CEPR) (46).
- Dans le domaine du droit, par la Haldane Society (nommée ainsi en l'honneur de Lord Haldane, membre de la Fabian Society).
- Dans le domaine de la médecine, par la Ligue médicale socialiste.
- Dans le domaine de la politique, par l'Institute for Public Policy Research (IPPR) (47), le Policy Network (48), le John Smith Memorial Fund (JSMF), fondé en 1966 pour promouvoir les idées de l'ancien leader fabien et travailliste John Smith (son conseil consultatif comprend des fabiens comme Lord Dubbs, ancien président de la Fabian Society).

· Dans le domaine de la religion, par le Labour Church movement, la Christian Socialist Crusade, la Christian Socialist League, le Christian Socialist Movement, etc.

Évidemment, toutes ces organisations ont accompli l'objectif de la Fabian Society aussi graduellement et furtivement que possible. En effet, Basis, document qui contient les règles générales de la Fabian Society et que tous les membres doivent signer et respecter, stipule que le socialisme doit être atteint par la persuasion et « la diffusion générale de la connaissance » (49).

Comme l'a expliqué Sidney Webb, tous les changements menant au socialisme doivent être « graduels et ne causer aucune perturbation, quelle que soit la rapidité des progrès » (50).

### La Fabian Society et la dictature

Il est essentiel de comprendre que, depuis l'époque de Karl Marx, toutes les branches du socialisme ont considéré la démocratie non comme une fin en soi, mais simplement comme un moyen de parvenir au socialisme, invariablement décrit comme un système autoritaire et centralisé.

En effet, le marxisme et les systèmes, qui, comme le marxisme-léninisme, en sont dérivés considèrent la démocratie comme antithétique au socialisme, qui est appelé « dictature » ; il est question, par exemple, de « dictature du prolétariat » ou de dictature du parti socialiste au pouvoir, censé représenter la classe ouvrière.

En conséquence, Marx et Engels ont appelé leurs collègues socialistes en Allemagne à s'allier avec les libéraux-démocrates afin d'évincer les conservateurs du pouvoir, puis à se retourner contre leurs anciens alliés, y compris par la force des armes, pour établir le socialisme (51).

De même, Lénine, dans L'État et la révolution (1917), explique en long et en large que la démocratie constitue une transition indispensable du capitalisme au communisme :

« La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne

saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme » (52).

Dans le léninisme comme dans le marxisme, la démocratie était envisagée comme une caractéristique de l'État capitaliste qui deviendrait « inutile » dans la société socialiste.

Moins fracs que les socialistes continentaux, les fabiens s'exprimaient naturellement avec beaucoup plus de prudence. Pourtant, il ressort des déclarations des fabiens, à la fois écrites et orales, qu'elles suivaient la ligne socialiste générale selon laquelle la démocratie n'était qu'un moyen d'atteindre le socialisme.

Le premier manifeste électoral des fabiens pour le Parti travailliste envisageait un gouvernement dirigé par un corps d'« experts » (53). Dans le même ordre d'idées, Pease a parlé de la formation de « dirigeants qualifiés » comme une condition préalable à un État socialiste (54).

Que ces « experts » et ces « dirigeants qualifiés » ne pouvaient être que des fabiens est ce qui ressort clairement de nombreuses déclarations des dirigeants de la Fabian Society. Par exemple, Shaw a exprimé son souhait de faire des fabiens « les jésuites du socialisme » (55), alors que H. G. Wells, numéro quatre de la Fabian Society (après Webb, Pease et Shaw), a proposé de transformer toute la société en un ordre semblable aux « Samouraïs » qu'il décrit dans *A Modern Utopia*.

Alors que, au début, les fabiens gardaient pour eux leur point de vue sur la démocratie, l'ascension de dictateurs en Russie soviétique et ailleurs les a finalement incités à sortir du bois et à montrer leur vrai visage.

Dès 1927, Shaw avait déclaré ouvertement que les fabiens devaient faire perdre au mouvement socialiste « ses vieilles habitudes démocratiques », que, en tant que socialistes, ils n'avaient « rien à voir avec la liberté » et que la démocratie était « incompatible avec le socialisme » (56). Lénine n'avait pas dit autre chose dans *L'État et la révolution*, *La Révolution prolétarienne* et le rénégat Kautsky (1918) et d'autres écrits.

Les nombreuses déclarations publiques de Shaw montrant qu'il considérait le marxisme-léninisme et plus tard le stalinisme comme des manifestations emblématiques du socialisme fabien revêtent une



importance particulière à cet égard. Pour ne donner que quelques exemples, il avait affirmé que Lénine avait étudié les œuvres de Sydney Webb et « [était] devenu gradualiste », après quoi il avait transformé le socialisme russe en fabianisme ; que « le bolchevisme [était devenu] le fabianisme, appelé communisme » ; que le communisme russe était un socialisme fabien et que les États-Unis étaient vraiment une « Union des Républiques Fabiennes » ; que Lénine était « le plus grand homme d'État européen » et que Staline était « un bon fabien » (57).

L'affirmation de Shaw selon laquelle Lénine était devenu un « gradualiste » est évidemment discutable, car Lénine avait été un des dirigeants de la Révolution d'Octobre 1917, qui n'avait rien eu de gradualiste. Mais Lénine avait étudié l'Industrial Democracy des Webb, qu'il avait traduit en russe et il avait préconisé le capitalisme d'État comme une étape vers le socialisme, ce qui peut être interprété comme du gradualisme.

Quoi qu'il en soit, de 1920 à 1930, Shaw a dispensé un cours avancé sur le communisme soviétique et y a fait l'éloge de ses prétendues vertus (58). Plus important encore, Shaw assimilait clairement le communisme soviétique au fabianisme, déclarant après une visite en Union soviétique : « J'étais communiste avant Lénine et maintenant que j'ai vu la Russie, je suis plus communiste que jamais » (59).

Shaw n'était pas le seul fabien à avoir de l'admiration pour la Russie communiste et ses dirigeants. Les Webb étaient également de grands admirateurs de Lénine et de Staline ; ils avaient même un portrait de Lénine chez eux et, en 1931, ils avaient rendu visite à Staline en compagnie de Shaw. À leur retour, ils avaient écrit un énorme document de propagande en deux volumes sur la Russie stalinienne intitulé *Soviet Communism: A New Civilization* (1935).

Le livre des Webb avait été promu dans tout le pays et au-delà par des groupes fabiens comme l'influent Left Book Club et par des dirigeants fabiens comme le neveu de Beatrice Webb, Stafford Cripps, stalinien notoire. Malgré ou à cause de son allégeance à la Russie stalinienne, Webb a été nommée présidente de la Fabian Society en 1939, suivie de son neveu en 1951.

Parmi les autres fabiens qui se sont rendus en Russie stalinienne figuraient John Parker et Margaret Cole. Celle-ci est devenue plus tard secrétaire honoraire et présidente de la Fabian Society. Celui-là a organisé des voyages et des « visites éducatives » pour les membres de la Fabian Society en Russie de 1932 à 1960, période durant laquelle il a été secrétaire général de la Fabian Society, avant d'en devenir président (1980-87) (60). Parker a également écrit son propre livre de propagande sur l'Union soviétique, *42 Days in the Soviet Union* (1945).

Il apparaît que les liens de la Fabian Society avec Lénine et sa clique remontaient bien avant la Révolution. Joseph Fels, membre de la Fabian Society, riche fabricant de savon et ami proche de Webb et de Shaw, avait prêté 1 700£, en plus d'un souverain d'or d'argent de poche par délégué, à Lénine, Trotsky et à leur Parti travailliste social-démocrate (plus tard Parti communiste) lors de la conférence qu'ils avaient faite à Londres en 1907 (61).

## La Fabian Society et le gouvernement mondial

Le but ultime de la Fabian Society a toujours été l'établissement d'un gouvernement socialiste mondial. La Fabian Society a exprimé pour la première fois publiquement son intérêt pour les questions d'organisation internationale dans des documents comme *International Government* (1916) qui a été à l'origine de la création, trois ans plus tard, de la Société des Nations, en collaboration avec le Groupe Milner. Les dirigeants fabiens qui ont participé à sa création et à son administration étaient Leonard Woolf, Konni Zilliacus, Philip Noel-Baker, Arthur Salter et l'Américain Walter Lippmann, un des contacts du président Woodrow Wilson à la Fabian Society.

A partir des années 1920, le gouvernement mondial a été particulièrement promu par le département des relations internationales de la LSE (financée par le Cassel Trust), où Noel-Baker organisait des cours de politique internationale qui portaient par exemple sur « l'organisation internationale pour la promotion d'intérêts politiques et économiques communs » et où il faisait de la promotion pour les publications de la Fabian Society comme *International Government*.

En 1941, la Fabian Society a créé le Fabian International Bureau et en a nommé président Noel-Baker. Le FIB participe à la recherche et à la propagande en matière d'affaires internationales et promeut divers projets internationalistes comme l'union de l'Empire britannique avec l'Amérique et la Russie.

Sans surprise, la Fabian Society a participé ensuite à la création de l'Organisation des Nations Unies en 1944, en collaboration avec les Rockefeller et leur Council on Foreign Relations (CFR).

L'ONU avait pour membres permanents la Grande-Bretagne fabiano-socialiste, l'Amérique démocratique, la Russie communiste et la Chine maoïste et, dès sa création, elle était dominée par des socialistes comme Paul-Henri Spaak, Trygve Lie, Dag Hammarskjöld (62), qui étaient étroitement liés aux

fabiens de Londres, qui avaient acquis une position dominante dans le monde socialiste depuis que les dirigeants socialistes européens avaient fui à Londres pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Fabian Society est tellement attachée à l'ONU que, dans les années 1950, elle est allée jusqu'à modifier sa « Basis », en s'engageant à appliquer la Charte des Nations Unies et à créer des « institutions internationales efficaces » (63).

Tout en militant pour l'instauration d'un gouvernement mondial par le biais d'organisations internationales « traditionnelles » comme l'ONU et d'établissements d'enseignement comme la LSE, la Fabian Society a également établi un réseau international de partis socialistes et d'autres organisations sous l'égide de l'Internationale Socialiste en 1951 dans le but de coordonner les organisations socialistes du monde entier.

Bientôt, l'Internationale Socialiste a été en mesure d'annoncer ouvertement : « L'objectif ultime des partis de l'Internationale Socialiste n'est rien moins que le gouvernement mondial. Pour y parvenir, ils cherchent à renforcer l'ONU... L'adhésion à l'ONU doit devenir universelle » (64).

Cette position a été annoncée par les partis socialistes (tous membres de l'IS) du monde entier. Par exemple, le Parti travailliste britannique a déclaré : « Les Travaillistes sont restés fidèles à leur vision à long terme de l'établissement de la coopération Est-Ouest comme fondement de l'évolution d'une Organisation des Nations Unies plus forte vers le gouvernement mondial... Pour nous le gouvernement mondial est l'objectif final et l'ONU l'instrument choisi pour l'atteindre... » (65).

Le gouvernement mondial est resté l'objectif central de la Fabian Society depuis et a été vigoureusement promu par des dirigeants fabiens comme Peter Mandelson, Tony Blair et Gordon Brown.

#### La Fabian Society et les États-Unis d'Europe

Comme d'autres projets socialistes, l'idée d'États-Unis d'Europe trouve son origine dans les milieux capitalistes libéraux, notamment le cercle de Richard Cobden. Elle avait été adoptée par des socialistes comme Engels et Wilhelm Liebknecht, fondateur du Parti social-démocrate des travailleurs d'Allemagne (SDAP) (66).

Dès 1914, alors que la Fabian Society en étudiait la mise en œuvre, l'idée de gouvernement mondial était devenue partie intégrante de la politique officielle du Parti travailliste indépendant (ILP), créé et contrôlé par les fabiens (67). Pendant et après la Première Guerre mondiale, le projet avait été activement promu par des dirigeants fabiens comme Arthur Ponsonby, Joseph Retinger ou d'anciens membres de la Fabian Society comme Arthur Salter et des collaborateurs comme Aristide Briand.

Fait révélateur, le projet a bénéficié du soutien de grands financiers comme Louis von Rothschild de S. M. von Rothschild & Söhne, Vienne. De plus, la volonté politique de créer une fédération européenne allait de pair avec la volonté des financiers internationaux d'établir un nouvel ordre financier mondial fondé sur un réseau de banques centrales contrôlées par eux-mêmes.

Ainsi, en janvier 1920, le libéral Herbert Asquith, le travailliste J. R. Clynes et les agents des Rothschild Paul Warburg, Jacob Schiff et J. P. Morgan Jr., ainsi que les représentants de Bank of England, des Lazard et des Rockefeller ont convoqué conjointement une conférence économique internationale pour réorganiser la structure financière et commerciale mondiale (68). En novembre 1921, Frank Vanderlip de la National City Bank de New York, contrôlée par les Rockefeller et associée à JP Morgan, a présenté le projet d'une « Gold Reserve Bank of the United States » (69), etc.

#### La Fabian Society et le Bilderberg

Dans ses Mémoires, David Rockefeller a écrit que « les réunions du Bilderberg doivent induire des visions apocalyptiques de banquiers internationaux omnipotents complotant avec des fonctionnaires gouvernementaux sans scrupules pour imposer des projets artificieux à un monde ignorant et sans méfiance » (70).

Des banquiers comme les Rockefeller et leurs associés ne sont peut-être pas omnipotents, mais ils sont certainement très puissants et influents. Quant à comploter avec des fonctionnaires sans scrupules pour imposer leurs projets artificieux au monde, c'est exactement ce qu'ils font. Le groupe Bilderberg lui-même en est un bon exemple.

Selon ceux qui ont participé à sa création, dont David Rockefeller lui-même, le groupe Bilderberg a été fondé par Joseph Retinger, socialiste polonais domicilié à Londres et proche collaborateur de la Fabian Society.

Retinger avait été chargé de coordonner les ministres des Affaires étrangères des divers gouvernements européens en exil à Londres pendant la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, il est devenu l'un des protagonistes de diverses organisations semi-secrètes œuvrant pour une Europe unie, telles que la Ligue indépendante pour la coopération européenne (ILEC) et la Ligue européenne de coopération économique (ELEC).

L'unification de l'Europe était également un objectif clé de la politique étrangère des États-Unis, comme en témoignent de nombreuses déclarations de dirigeants américains, notamment le discours de Kennedy sur la « Déclaration d'interdépendance » en 1962 (71). Cela ressort également des déclarations de dirigeants britanniques comme le ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin, membre de la Fabian Society, qui a souligné à la Chambre des communes que l'Administration américaine de coopération économique (ECA) était très attachée à l'unification économique et politique de l'Europe.

L'ECA, gérée par Paul G. Hoffman, était l'agence chargée d'administrer l'aide financière à l'Europe dans le cadre du plan de relance européen connu sous le nom de « plan Marshall ». Le plan avait été initié par le sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques William Clayton. Clayton et Hoffman étaient tous deux membres du Council on Foreign Relations (CFR) et fondateurs de l'US Committee for Economic Development (CED) en 1942 (72). Il s'ensuit que le plan Marshall et l'unification de l'Europe, qui était stipulée comme une condition préalable à l'aide, ont été initiés et conçus par les banquiers internationaux qui, selon David Rockefeller, ne conçoivent pas de projets artificieux avec des politiciens sans scrupules.

Retinger à part, ce sont ces mêmes banquiers et politiciens internationaux qui, en 1954, ont créé le groupe Bilderberg pour coordonner les intérêts commerciaux et politiques américains et européens en vue de créer une Europe unie – conçue principalement comme un marché pour les entreprises américaines, mais aussi comme une étape vers le gouvernement mondial.

Les États-Unis à l'origine de la fondation du Bilderberg sont David et Nelson Rockefeller; Joseph E. Johnson, président du Council on Foreign Relations (CFR) et président du Carnegie Endowment for Peace International, contrôlé par les Rockefeller; Dean Rusk, directeur du CFR, directeur de la Fondation Rockefeller, coprésident du Bilderberg et (à partir de 1961) secrétaire d'État démocrate; John Foster

Dulles et Allen W. Dulles, tous deux membres du CFR. David Rockefeller était lui-même une figure marquante du Senior Advisory Group aux réunions de Bilderberg.

Les Britanniques sont Denis Healey et Hugh Gaitskell, membres du comité exécutif de la Fabian Society. Healey, également à l'origine de la création de l'Internationale Socialiste, était membre du Fabian International Bureau Advisory Committee, avant d'en être nommé président et de devenir plus tard conseiller de Chatham House (RIIA). Reginald (« Reggie ») Maudling, secrétaire économique au Trésor de Churchill, qui était un partisan du programme de nationalisation des Travaillistes, était son collègue « conservateur » au comité de direction du Bilderberg.

Sur le continent, un des membres les plus influents de la Fabian Society était Guy Mollet, Vice-Président de l'Internationale Socialiste, chef de la section française de l'Internationale Ouvrière (plus tard Socialiste) (SFIO) qui deviendra plus tard Premier ministre ; son assistant, Jacques Piette, du comité exécutif de la SFIO, était également membre de la Fabian Society.

Les autres intérêts commerciaux représentés au sein du comité de direction du Bilderberg à partir des années 1960 étaient les familles Rothschild française, suisse et britannique. En fait, les intérêts des Rothschild y étaient représentés dès le début en la personne du président du Bilderberg, le prince Bernhard des Pays-Bas, actionnaire important du géant pétrolier Royal Dutch Shell, dont sont copropriétaires les Rothschild (73).

Bien que David Rockefeller affirme que le groupe Bilderberg aborde des questions importantes « sans parvenir à un consensus », il n'en demeure pas moins que les réunions du groupe ont joué un rôle crucial dans le développement de projets internationalistes comme le Traité de Rome de 1957, qui est à l'origine de la Communauté économique européenne, aussi appelée « Marché commun » (74).

Bien sûr, aussi important qu'il puisse être, le Bilderberg n'est pas au sommet de la structure du pouvoir international qui travaille à la domination du monde en coulisse. Cette place est réservée à d'autres organisations semi-secrètes comme le Council on Foreign Relations et la Commission Trilatérale, fondée en 1973 par David Rockefeller.

Dans la Trilatérale nous retrouvons la même constellation d'intérêts que dans le groupe Bilderberg. Elle compte parmi ses premiers membres Denis Healey, de la Fabian Society et de Chatham House ; Sir Reay Geddes, directeur de Shell Transport and Trading (ST & T), filiale britannique de Royal Dutch Shell ;

Edmond de Rothschild, directeur de la Banque Edmond de Rothschild France ; Léon Lambert, cousin des Rothschild français, à la tête du Groupe (plus tard Banque) Bruxelles Lambert, et ami personnel de David Rockefeller ; et, bien sûr, David Rockefeller et ses associés (75).

Des membres de la Fabian Society comme R.H. Tawney, John Maynard Keynes, Philip Noel-Baker et Walter Lippmann ont également participé à la création de Chatham House, l'Institut Royal des Affaires Etrangères (RIIA) – dont la LSE est un membre institutionnel – et son organisation sœur, le Council on Foreign Relations (CFR). Ici comme dans le Bilderberg, ces fabiens agissent en qualité d'agents et collaborateurs d'intérêts financiers représentés par les groupes Astor, Morgan, Rockefeller et Schiff (76).

### La Fabian Society et l'économie keynésienne

Dès sa création, alors que ses membres se réunissaient régulièrement pour étudier et discuter Karl Marx et ses théories économiques, la Fabian Society était obsédée par l'économie. Cette obsession a conduit les fabiens à créer des institutions telles que la British Economic Association (devenue plus tard la Royal Economic Society) et, en particulier, la London School of Economics (LSE).

L'étrange intérêt des fabiens pour l'économie était motivé par deux raisons. Premièrement, les théories économiques pouvaient servir de caution « scientifique » à leur idéologie socialiste, tout comme elles avaient servi de caution « scientifique » à celles de Marx avant eux. Deuxièmement, par le biais d'institutions éducatives qui enseignaient l'économie fabienne, ils ont consciemment cherché à créer des générations entières d'économistes professionnels – une nouvelle classe dirigeante – qui, une fois devenus fonctionnaires, appliqueraient les politiques de la Fabian Society (77).

Inutile de dire que, contrairement à des sciences comme la physique, qui sont basées sur des faits du monde naturel universellement acceptés, l'économie a plus à voir avec l'idée que les économistes se font du comportement financier des gens. Il en résulte des théories contradictoires qui montrent clairement que l'économie n'est pas une science ; l'économie reste à ce jour un système en proie à des conflits théoriques.

Malheureusement, les machinations de Sidney Webb ont eu pour effet que la Commission royale a reconnu l'économie comme une science (78), juste à temps pour que la LSE devienne une faculté de l'Université de Londres dans le cadre de sa réorganisation en 1900. Cela a ouvert la voie à l'infiltration et

à la domination de la société – pour de nombreuses générations à venir – par une clique déterminée à imposer le socialisme au monde.

La caractéristique principale de l'« économie » fabienne – que le fabianisme partage avec d'autres systèmes socialistes – est le contrôle des ressources et de la production par l'État : dans leur Manifeste de 1884, les fabiens avaient déjà appelé à la nationalisation des terres et au contrôle étatique de l'industrie.

C'est un point important qui montre que la principale préoccupation des fabiens était l'acquisition du pouvoir et non le bien-être du public. En effet, comme l'ont admis plus tard les dirigeants de la Fabian Society, les fabiens n'avaient aucune véritable connaissance pratique ni de la société de leur époque, ni du socialisme et, en particulier, aucune connaissance des « revendications et des objectifs des travailleurs ».

Dans son histoire de la Fabian Society, Shaw décrit avec franchise l'indifférence des fabiens aux aspirations de la classe ouvrière (79). En fait, les fabiens ne savaient pas ce qu'ils faisaient, ni comment « reconstruire la société » (80). En revanche, il savaient comment s'emparer du pouvoir.

Les fabiens ont adopté presque après coup les politiques relatives aux heures de travail ou aux salaires dans le but évident de faire passer le fabianisme pour un mouvement soucieux des intérêts de la classe ouvrière (81).

Tout cela révèle que le fabianisme est un projet aussi artificieux que le marxisme, auquel ses cerveaux ont emprunté leurs théories économiques. Pour faire accepter l'idée du contrôle de l'État sur l'économie, les fabiens ont exigé de l'État qu'il subvienne davantage aux besoins matériels des citoyens et, dès 1942, le rapport Beveridge jetait les bases du programme de sécurité sociale du berceau à la tombe.

Une grande partie du rapport Beveridge avait en fait été anticipée par les travaux du Fabian Research Bureau, qui ne seront cependant publiés qu'en 1943, sous le titre de « Social Security », sous la direction de William Alexander Robson (82), ancien étudiant en sciences politiques qui agissait en qualité d'« expert » pour les fabiens et de conseiller auprès des autorités locales. En outre, le Fabian Social Security Committee n'a pas ménagé ses efforts pour promouvoir le « rapport Beveridge », notamment en créant la Beveridge Social Security League.



Beveridge lui-même était un collaborateur de longue date de la Fabian Society, avait été directeur de la LSE de 1919 à 1937 et était un ami de la famille Rockefeller, qu'il avait sollicité pour financer la LSE (83).

Bien que plusieurs personnalités politiques aient exprimé des inquiétudes quant aux conséquences financières des politiques proposées dans le rapport Beveridge, elles ont été adoptées et mises en œuvre par le gouvernement Attlee, jetant ainsi les bases de l'État-providence moderne.

Le rapport Beveridge concordait évidemment avec les théories de John Maynard Keynes qui, en tant que secrétaire général de longue date et plus tard président de la Royal Economic Society, était l'économiste officiel de la Fabian Society.

Bien qu'officiellement membre du Parti libéral, Keynes était sans aucun doute un fabien (84). Lorsque le Parti travailliste est revenu au pouvoir en 1929, Keynes a été nommé membre du Macmillan Committee on Finance and Industry, formé le 5 novembre de cette même année pour étudier l'impact du système bancaire sur l'économie et de l'Economic Advisory Council, créé en janvier 1930 pour conseiller le gouvernement sur tous les aspects de la politique économique. Il est vite devenu un apôtre des déficits publics, c'est-à-dire qu'il conseillait aux gouvernements de financer des projets publics avec de l'argent qu'ils n'avaient pas.

Sans surprise, Keynes a été l'un des architectes de la conférence de Breton Woods (1944), lors de laquelle ont été créés la Banque mondiale et le FMI, qui sont devenus des instruments de financement du socialisme mondial. Il a également dirigé la délégation britannique qui a négocié le prêt de 4,34 milliards de dollars des États-Unis à la Grande-Bretagne à Washington à la fin de 1945 et au début de 1946.

A l'instar de l'autre faux prophète du socialisme, Karl Marx, Keynes était un fieffé charlatan, comme en témoigne le fait qu'il a utilisé son influence au Trésor pour manipuler les prix et accumuler une fortune par la spéculation boursière. Quant à sa théorie générale, elle était fondée sur une logique controuvée et des suppositions non fondées (85).

Après avoir réussi à élever Keynes au rang de grand gourou économique des gouvernements de gauche en Grande-Bretagne, la machine de propagande de la Fabian Society lui a permis d'exporter ses théories fausses en Amérique, où elles ont été adoptées par les partisans du socialisme. .

Pendant ce temps, l'expérience socialiste échouait en Grande-Bretagne. En 1950, après cinq années de gouvernement fabiano-socialiste, il devenait clair que le socialisme était incapable de résoudre les problèmes pratiques. L'industrie publique était inefficace et improductive; la gestion était assurée par une nouvelle élite d'« experts » indifférents aux intérêts des travailleurs ; le contrôle de l'État sur la vie économique suscitait le ressentiment ; les conférences de partis soulevaient plus de problèmes, liés à l'entreprise, à la fiscalité et à la réforme gouvernementale, qu'elles n'en résolvaient ; le soutien populaire s'évaporait rapidement et les dirigeants de la Fabian Society ont été forcés de reconnaître que les gens étaient de moins en moins convaincus que le socialisme était une source de bienfait ou même qu'il pouvait permettre d'améliorer les conditions de vie (86).

Bien que le Parti travailliste ait essuyé une défaite cuisante aux élections de 1951, le système financier international de Keynes et le plan Marshall ainsi que les généreux prêts des administrations américaines de gauche ont littéralement sauvé le socialisme britannique d'une mort certaine et l'ont maintenu en vie. C'est ainsi que les dépenses gouvernementales croissantes, les taxes toujours plus élevées, la dette nationale et le contrôle de l'État au nom de la « croissance économique » permanente et le « progrès social » sont devenus les fléaux des nations dominées par les socialistes.

La Fabian Society, l'immigration et la race

La Fabian Society n'a pas toujours été en faveur de l'immigration. Dans les premières années de son existence, par exemple, elle conseillait au gouvernement de restreindre l'immigration des travailleurs étrangers non qualifiés (87). Bien évidemment que la Fabian Society n'était pas en faveur de l'immigration à la fin du XIXe siècle, car les candidats à l'immigration en Grande-Bretagne étaient alors dans leur écrasante majorité de race blanche. La Fabian Society est devenue favorable à l'immigration au moment même où la tendance s'étant brusquement inversée).

Plus tard, cependant, un nombre sans cesse croissant d'immigrants est entré dans le pays grâce à la loi sur la nationalité britannique adoptée par le gouvernement fabien Attlee en 1948.

À la fin des années 1960, les gouvernements travaillistes ont été contraints d'introduire une législation restreignant l'immigration. Alors que la plupart de leurs membres – dont la plupart étaient des fabiens – soutenaient cette législation, certains dirigeants de la Fabian Society s'opposaient au contrôle de l'immigration, notamment l'ancienne secrétaire générale de la Fabian Society, Shirley Williams, ministre de l'Intérieur (88).

Les dirigeants de la Fabian Society ont fini par prendre clairement le parti de la population immigrée. Au début des années 1980, le Parti travailliste faisait campagne pour l'élimination des restrictions à l'immigration liées à l'âge, au sexe, à la citoyenneté et au lieu de naissance, qui avaient pratiquement toutes été introduites par le Parti conservateur.

Comme un grand nombre d'immigrants venaient de régions non-blanches comme les Caraïbes, l'Asie du Sud et l'Afrique, l'immigration était inévitablement liée à la race, ce qui a fourni aux fabiens l'occasion d'utiliser les rapports de force entre blancs et non-blancs.

À la fin des années 1950, les intérêts des minorités ont commencé à devenir une préoccupation majeure de la Fabian Society et du Parti travailliste, comme le prouve une série de publications telles que *Racial Discrimination* du Parti travailliste (1958), *Strangers within* (1965) de la Young Fabian Society et *Immigration and Racial Relations* (1970) de la Fabian Society.

En peu de temps, la « discrimination raciale » a été remplacée par la « discrimination positive » en faveur des minorités immigrées. Par exemple, dans les années 1960 et 1970, les autorités locales, sous le contrôle de la Fabian Society, ont mis en place des programmes visant à faciliter l'accès au logement aux immigrants non blancs par le biais de prêts et d'emplois réservés (89). Ces autorités comprenaient le Greater London Council (GLC), organe directeur du Grand Londres, qui était issu du London County Council (LCC), organisme dominé par les fabiens depuis les années 1890. Comme son prédécesseur, le GLC (établi en 1965) est contrôlé par les fabiens ; Tom Ponsonby, secrétaire général de la Fabian Society (1964-76) et gouverneur du LSE, en a été échevin puis président dans les années 1970.

Les fabiens ont joué un rôle déterminant dans la conception et la mise en œuvre d'un système de législation sur les relations raciales (90). Le Race Relations Act de 1965 a été présenté par le ministre de l'Intérieur fabien Frank Soskice. Le RRB (Race Relations Board), dont cette loi prévoyait la création, a effectivement été créé l'année suivante par le nouveau ministre de l'Intérieur et ancien président de la Fabian Society, Roy Jenkins.

En 1967, Jenkins a rédigé un projet de loi sur les relations raciales qui devait être à l'origine du deuxième Race Relations Act adopté l'année suivante par son collègue fabien et successeur James Callaghan et de la création de la Community Relations Commission (CRC). En 1976, Jenkins, redevenu ministre de l'Intérieur, a fait passer le troisième Race Relations Act, qui a fusionné le RRB et la CRC dans la Commission for Racial Equality (CRE), en la dotant de nouveaux pouvoirs d'exécution.

La Commission for Racial Equality et l'Equal Opportunities Commission (EOC) – également créée par Jenkins en 1975 -, joints à un large éventail de programmes axés sur l'aide aux immigrants, sont devenus les instruments par lesquels les fabiens ont promu leurs politiques d'immigration.

Anthony Lester, un de ceux qui ont œuvré le plus en faveur des relations interraciales, a été conseiller spécial de Jenkins, Trésorier honoraire et plus tard président (1972-1973) de la Fabian Society et proche collaborateur des commissions mentionnées ci-dessus, il a fondé le Runnymede Trust et est l'auteur de diverses publications faisant la promotion du programme fabien « Policies for Racial Equality » (1969).

Des documents programmatiques de la Fabian Society comme A Policy for Equality: Race (ILEA, 1983) montrent que, dans les années 1980, sous prétexte d'égalité raciale, la politique des fabiens visait à changer ce qu'elle avait identifié comme étant « les rapports de force entre blancs et noirs » en faveur de la population immigrée non-blanche.

Enfin, les gouvernements fabiano-socialistes Blair-Brown de 1997-2010 ont mis en œuvre un large éventail de politiques en faveur des immigrés d'origine extra-européenne, notamment en facilitant systématiquement l'immigration de masse dans le but de changer la société britannique (Green, 2010).

La position de la Fabian Society sur l'immigration ressort clairement de publications fabiennes comme The Great Rebalancing: How to fix the broken economy (2013), qui promeut l'idée que « l'immigration est au centre de notre stratégie de croissance » et de déclarations de dirigeants fabiens comme son secrétaire général, Andrew Harrop, pour qui « [l]es politiciens travaillistes doivent parler de l'immigration précisément parce que les gens sentent que c'est un sujet tabou [...]. Les électeurs doivent sentir qu'ils ont la « permission » de faire part de leurs préoccupations au sujet de l'immigration et que les politiciens sont prêts à les écouter » ; « parler de l'immigration peut aussi aider à modérer l'opinion, car le silence laisserait le terrain libre aux affirmations folles de la droite » (91).

La « croissance » économique – qu'elle soit réelle ou imaginaire – n'explique pas à elle seule ces politiques d'immigration. Le document travailliste à l'origine du programme d'immigration de masse de populations de couleur au début des années 2000 montre très clairement que cette politique avait pour but de « maximiser les objectifs économiques et sociaux du gouvernement » (92). Nous verrons plus bas quels sont ces « objectifs sociaux ».

## La Fabian Society et le multiculturalisme

Les premiers dirigeants de la Fabian Society préconisaient déjà la destruction de la culture britannique, comme l'illustre le titre d'une conférence donnée au cours de l'une de leurs réunions en 1889 : *Civilization: Its Cause and Cure* (1889). A la même époque, Shaw considérait comme une « bonne politique » de dynamiter toutes les cathédrales sans se soucier de l'opposition des critiques d'art (93).

Dans les années 1950, les principaux membres de la Fabian Society, comme Hugh Gaitskell, C. A. R. Crosland et Roy Jenkins, qui étaient à la solde des intérêts financiers internationaux, ont commencé à « moderniser » la société britannique selon le modèle américain et, pour ce faire, ils lancèrent une campagne de promotion systématique de la culture américaine en collaboration avec le Congress of Cultural Freedom (CCF) – financé par la CIA – et les fondations Rockefeller et Ford (94).

La culture américaine promue par ces intérêts était saturée d'éléments afro-américains tels que le jazz, éléments encore renforcés par des musiques d'origine afro-caribéenne comme le reggae dans les années 1960 et 1970 et, plus tard, par des genres apparentés, comme le rap et le hip-hop, moyens de pénétrer à grande échelle et de remplacer progressivement la culture européenne par des traditions non européennes.

Pendant ce temps, un nombre croissant d'immigrés, en particulier les Sud-Asiatiques (Indiens et Pakistanais), ont commencé à refuser de s'assimiler à la société britannique (95). Au lieu d'encourager l'assimilation de la population immigrée, la gauche, sous le Premier ministre fabien Harold Wilson, a réagi en leur imposant le multiculturalisme, sous couvert d'« intégration » à la société indigène (96).

Dans un discours prononcé à l'occasion d'une réunion des Comités de Liaison Volontaires le 23 mai 1966, le ministre de l'Intérieur et ancien président de la Fabian Society Roy Jenkins a défini l'intégration comme « l'égalité des chances et la diversité culturelle » (97). Ainsi, la diversité culturelle imposée par

l'État, plus tard appelée « multiculturalisme », est devenue la politique officielle des gouvernements fabiano-travaillistes.

Cette politique de diversité culturelle imposée par l'État était étroitement liée à l'immigration de masse de populations de couleur. À la fin des années 1990, le régime fabiano-travailliste de Blair s'est lancé dans un programme d'immigration de masse systématique dans le but explicite de rendre la société britannique « plus multiculturelle » (98).

Le programme multiculturaliste du Parti travailliste s'inscrivait pleinement dans le programme de groupes fabiens comme le Runnymede Trust, dont la Commission on the Future of Multi-Ethnic Britain (formée en 1998 pour promouvoir la « justice raciale ») a exigé de la Grande-Bretagne qu'elle déclare formellement être une société multiculturelle et a appelé les dirigeants politiques à « ré-imaginer la Grande-Bretagne » (99).

La publication du rapport du CFMEB en octobre 2000 a coïncidé avec celle d'un document confidentiel rédigé par le Home Office en collaboration avec le think-tank blairien Performance and Innovation Unit (PIU) : le Preliminary Report on Migration, qui portait sur les « objectifs sociaux » de la politique d'immigration du gouvernement (100).

Comme nous venons de le voir, ces « objectifs sociaux » tournaient autour de l'évolution de la culture britannique. Comme l'ont souligné un certain nombre de commentateurs, il s'agissait d'un programme délibéré de transformation de l'identité culturelle du peuple britannique. Melanie Phillips a justement qualifié ce programme de « sabotage culturel national » (101).

Cependant, les changements les plus importants et les plus spectaculaires que l'immigration de masse entraîne dans une société ne sont pas culturels mais démographiques, c'est-à-dire ethniques et raciaux. Il n'est pas possible d'importer des millions de personnes ethniquement et racialement distinctes dans un territoire donné sans changer la composition ethnique et raciale de la population hôte. Il s'ensuit que le programme réel de la politique fabiano-Labour consistait à changer la composition ethnique et raciale de la société britannique.

C'est un point très important, étant donné que, si la destruction de l'identité culturelle d'une nation est moralement condamnable, la transformation forcée de la composition ethnique et raciale d'une population est une entreprise d'un tout autre ordre, qui correspond à la définition généralement

acceptée du génocide, crime très grave, non seulement d'un point de vue moral mais aussi d'un point de vue juridique.

Ces événements alarmants ont été signalés par un certain nombre de commentateurs, de Leo McKinstry, qui note qu'il y a une « campagne de discrimination agressive contre la population indigène de l'Angleterre », qui va de la discrimination contre les individus à la discrimination contre des villes entières » (102), à Tony Shell, qui décrit la situation comme un « changement de population génocidaire » et un « génocide progressif » (103).

Comme l'a admis le secrétaire général de la Fabian Society Sunder Katwala, le multiculturalisme en Grande-Bretagne n'a jamais réussi à intéresser la majorité de la population blanche (104). Les rapports de son groupe de réflexion British Future ont montré que les Britanniques autochtones sont beaucoup moins optimistes quant à leur avenir que la population immigrante (noire et asiatique) (105). Katwala ne semble pas (ou ne veut pas) comprendre qu'aucun projet visant à remplacer une population par une autre ne peut bénéficier du soutien de la population à remplacer.

Il ne fait aucun doute que, si ces politiques étaient appliquées à des populations non européennes, leurs architectes seraient accusés par les fabiens d'être des « colonialistes », des « impérialistes » et des « racistes ». Les conservateurs avaient absolument raison d'exiger une enquête indépendante sur la question. Cependant, il n'est nul besoin d'une enquête pour se rendre compte que le fabianisme est et a toujours été un projet anti-britannique à double visage.

Le multiculturalisme n'est pas et ne sera jamais un projet représentant les intérêts et les souhaits de la population indigène britannique. Pour savoir quels sont les intérêts que sert le multiculturalisme, il suffit de connaître ses architectes et leurs relations.

Il est indiscutable que le projet multiculturaliste a été bâti par des intérêts politiques tels que la direction de la Fabian Society et celle du Parti travailliste. Mais la part qu'y ont pris les intérêts financiers est tout aussi importante. Roy Jenkins, membre et ancien président de la Fabian Society, a rejoint la Commission Trilatérale de David Rockefeller dans les années 1970. Le gouvernement Wilson lui-même était financé par le Fonds monétaire international (FMI), qui était dirigé par des membres de la Commission trilatérale et du Conseil des relations étrangères (CFR) (106).

Ainsi, un lien clair peut être établi non seulement entre le multiculturalisme et le fabianisme, mais aussi entre le multiculturalisme et la puissance financière internationale. Ce qui unit le fabianisme et les puissances d'argent, c'est qu'ils ont tous deux pour objectif de détruire l'État-nation pour établir un gouvernement mondial.

### La Fabian Society et l'islamisation

Les fabiens ont toujours eu un faible pour l'exotisme et, en particulier, pour les mouvements religieux et pseudo-religieux subversifs qui se prêtaient à être utilisés à leurs fins, dont la franc-maçonnerie (des dirigeants fabiens comme Annie Besant, A. Orage et Clement Attlee, appartenaient à des loges maçonniques), la théosophie (dont Besant était aussi une des leaders) et « Quatrième Voie » de Gurdjeff.

L'intérêt de la Fabian Society pour l'Islam et son soutien à cette religion étaient motivés par les facteurs suivants :

- La politique de l'Empire britannique. Dès le début, le soutien britannique à l'Islam était étroitement lié aux intérêts impériaux en Asie du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.
- Le caractère «révolutionnaire» de l'Islam. Les enseignements socialistes et cobdeniens de l'Islam, tels que la « fraternité universelle » et son opposition au christianisme, en ont fait un allié commode des fabiens dans leur tentative constante de saper la société et la civilisation occidentales.

Dans ses écrits, H. G. Wells a salué l'insistance de l'Islam sur « la fraternité parfaite et l'égalité devant Dieu », tandis que Shaw écrivait que Mahomet était « une grande force religieuse protestante » comme George Fox ou Wesley. Annie Besant et Bertrand Russell comptaient parmi les autres dirigeants de la Fabian Society qui faisaient l'apologie de l'Islam (107).

- La fabianisation du monde musulman. Les incursions du fabianisme dans le monde musulman, en particulier en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, rendaient impératives les relations amicales avec l'Islam.

Les intérêts pétroliers. L'objectif que s'étaient fixés les fabiens de contrôler les ressources naturelles – objectif qui coïncidait avec celui des grandes compagnies pétrolières – les obligeait à avoir des relations amicales avec l'Islam.



- L'ascension de l'Islam au rang de puissance mondiale. Issu des revenus pétroliers, le pouvoir économique et politique grandissant du monde musulman rendait de nouveau impératives des relations amicales avec l'Islam.

- L'immigration de masse musulmane. L'immigration massive des musulmans d'Asie du Sud et d'Afrique, favorisée par la politique fabiano-travailleuse, a créé de nouvelles réalités démographiques et électorales que les gouvernements fabiano-travailleurs – locaux et nationaux – ont pleinement exploitées à leur avantage.

Comme le pétrole devenait rapidement une marchandise précieuse grâce aux efforts des intérêts industriels et bancaires comme les Rothschild et les Rockefeller – qui contrôlaient les empires Royal Dutch Shell et Standard Oil (plus tard Exxon) – les fabiens et leurs collaborateurs parmi les élites dirigeantes de l'empire britannique pouvaient difficilement éviter d'adopter une position pro-musulmane.

Ainsi, en 1914, le gouvernement du Premier ministre libéral Herbert Asquith a déclaré : « Une des traditions fondamentales [du gouvernement] est d'être un ami de l'Islam et des musulmans et de défendre le Khalifat islamique, même s'il s'agit d'un Khalifat conquérant comme le Khalifat turc... » (108).

Asquith et son secrétaire aux Affaires étrangères Edward Grey étaient tous deux proches de la Fabian Society. Asquith, ami proche de Shaw, a aidé le fabien Ramsay MacDonald à devenir Premier ministre en 1924 et 1929. Grey était un membre du Coefficients Club de la Fabian Society, où la collaboration entre la Fabian Society, le Milner Group et divers partis politiques et intérêts commerciaux était étudiée et planifiée.

Cette position officielle pro-musulmane a été confirmée par le secrétaire d'État fabien pour l'Inde (Lord) Sydney Olivier, qui a écrit : « Aucun de ceux qui connaissent bien les affaires indiennes ne peut nier que, dans l'ensemble, la bureaucratie britannique est bien disposée à l'égard de la communauté musulmane, en partie en raison d'affinités, mais plus largement parce que cette communauté sert de contrepoids au nationalisme hindou » (109).

Les principaux promoteurs de l'islam parmi les fabiens et leurs sympathisants étaient :

- Herbert (plus tard Lord) Samuel, ami intime des Webb. En 1921, alors qu'il était Haut Commissaire pour la Palestine, il a nommé Mohammed Amin al-Husseini Grand Mufti de Jérusalem. Al-Husseini a joué plus tard un rôle important dans les Frères musulmans, le Califat et la Ligue arabe.
- Muhammad Ali Jinnah, membre de la Fabian Society. En collaboration avec le président du Fabian International Bureau et secrétaire du Commonwealth Philip Noel-Baker et le secrétaire aux Affaires étrangères fabien Ernest Bevin, Jinnah a promu la création du Pakistan en tant qu'état musulman indépendant et, après la partition, le rattachement du Cachemire au Pakistan.
- Mahatma Gandhi, membre de la Fabian Society. En 1920, Gandhi a soutenu Khilafat, mouvement qui voulait restaurer l'Empire musulman et est devenu membre du Comité central du Khilafat.
- Lord Rothschild, président de la LSE. Après avoir participé à la création du London Mosque Fund en 1910, il en a été l'administrateur jusqu'à sa mort en 1915. Le projet a reçu le soutien de l'ancien directeur du Muhammadan College of Aligarh et du conférencier de la LSE Theodore Morison et a débouché sur l'ouverture de l'East London Mosque et de l'Islamic Culture Center en 1941, la création de la UK Islamic Mission en 1962 et du London Muslim Centre (LCM) en 2004. Selon son site web, le site ELM-LCM de Whitechapel (Tower Hamlets) est appelé à devenir le plus grand complexe islamique d'Europe occidentale.

#### Les répercussions de la pénétration de la Fabian Society dans les pays musulmans

À partir du début des années 1890, les fabiens ont passé le plus clair de leur temps à créer des branches de la Fabian Society ou à répandre tranquillement leurs enseignements dans presque tous les pays de la planète (110). Le Moyen-Orient islamique et l'Afrique du Nord n'ont pas fait exception.

En 1922, la Turquie est devenue une république laïque et occidentalisée. Des années 1950 aux années 1970, le socialisme à l'arabe s'est répandu dans le reste du monde islamique : en Égypte, en Syrie, en Irak, en Algérie, en Libye et même en Arabie Saoudite où le prince Talal Ibn Saud, frère du roi, a déclaré être « un socialiste fabien » (111).

Cependant, un contre-mouvement parallèle se développait en même temps, souvent avec l'aide de l'Occident (y compris des fabiens). Parallèlement à la création de la Ligue Arabe (1945), du Conseil de l'Unité Économique Arabe (1957) et du Marché Commun Arabe (1964), apparemment à l'imitation d'organisations occidentales similaires, d'autres corps ont émergé dont le programme était clairement islamique.

L'une de ces organisations était l'Organisation de la Conférence Islamique, qui a été créée en 1972 pour préserver les valeurs sociales et économiques islamiques et promouvoir la solidarité entre ses membres et dont les institutions devaient être une Banque Islamique de Développement, une Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture et une agence de presse islamique internationale.

La raison de cette affirmation musulmane était due à la dépendance croissante de l'Occident vis-à-vis du pétrole arabe. Lors de la conférence annuelle de 1955, un dirigeant travailliste a déclaré que le Moyen-Orient était le principal problème dans le monde parce que c'était là que se situaient la plupart des réserves mondiales de pétrole (112).

Les réserves de pétrole de la Grande-Bretagne étaient alors raisonnablement sûres. En 1953, le Premier ministre Winston Churchill et le président Eisenhower ont décidé de renverser le Shah – le coup d'Etat serait mené par le MI6 et la CIA – pour le remplacer par un régime fantoche et placer les ressources pétrolières de ce pays sous le contrôle de l'AngloIranian Oil Company (plus tard BP) (113). Le reste des importations de pétrole britannique (environ la moitié) provenait du Koweït.

Un tournant dans les relations entre musulmans et Occidentaux a eu lieu en 1973, lorsque les pays arabes producteurs de pétrole (OPEP) ont imposé un embargo pétrolier sur les États-Unis et plusieurs pays d'Europe occidentale qui avaient soutenu Israël dans la guerre israélo-arabe du Yom Kippour. Dans le même temps, les prix du pétrole ont quintuplé et les économies consommatrices de pétrole sont devenues largement déficitaires.

Tandis que les principaux pays industrialisés, comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon réduisaient sensiblement leurs déficits par la déflation, le gouvernement travailliste dirigé par le chancelier Healey a décidé de financer le déficit britannique en empruntant aux banques d'affaires ainsi qu'à l'Iran et à l'Arabie saoudite.

Healey a également proposé un mécanisme international par lequel le FMI emprunterait des excédents de pétrodollars auprès de l'OPEP pour les prêter aux pays consommateurs de pétrole qui luttent pour financer leurs déficits. Les États-Unis s'y sont opposés, mais il a réussi à faire approuver par le Conseil d'administration du FMI une facilité plus modeste (114) pour les pays d'Europe occidentale (115) nommée « Second Witteveen Oil Facility » d'après le directeur général du FMI, Johannes Witteveen, ancien ministre des Finances des Pays-Bas, qui visait à transformer le FMI en une banque mondiale centralisée. Ainsi, d'un seul coup, l'Europe est passée du rang de puissance coloniale à celui de dépendance du monde arabe.

## Le dialogue euro-arabe et le nouvel ordre mondial fabien

Alors que, en raison de ces manœuvres, la Grande-Bretagne et les autres pays européens étaient désormais endettés envers l'OPEP et le FMI, un autre plan diabolique était conçu pour rapprocher encore plus l'Europe du monde islamique.

En 1973, le sous-secrétaire français aux Affaires étrangères Jean-Noël de Lipkowski a entamé des discussions pour un dialogue euro-arabe avec le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi (116). En novembre, le président Georges Pompidou et le chancelier ouest-allemand Willy Brandt se sont rencontrés pour réaffirmer leur intention d'engager un « dialogue avec les Arabes ». Sous l'impulsion de Pompidou, un sommet européen s'est tenu les 14 et 15 décembre à Copenhague, pour lancer le dialogue euro-arabe (EAD).

Pour découvrir les intérêts qui se cachent derrière le projet euro-arabe, il suffit de s'intéresser à ses protagonistes. Il est de notoriété publique que toute l'administration Pompidou, du sous-secrétaire Lipkowski au ministre des Affaires étrangères Jobert en passant par Pompidou lui-même, était pro-arabe. Le gouvernement Pompidou était proche des intérêts des Rothschild. Pompidou lui-même avait été directeur général de la Banque Rothschild Frères à Paris et directeur de l'empire Rothschild jusqu'en 1962, lorsqu'il était devenu Premier ministre dans le gouvernement de de Gaulle.

Le « développement de l'Afrique » avait toujours été un des objectifs des Rothschild et avait été inscrit dans la déclaration Schuman de 1950 – qui créait la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CEE) – sur l'insistance du cousin Rothschild et ancien dirigeant de l'empire Rothschild René Mayer (117). L'Afrique du Nord était particulièrement intéressante pour les Rothschild (et donc pour l'administration Pompidou), en particulier les pays arabes producteurs de pétrole comme l'Algérie et la Libye, avec lesquels les Rothschild et le gouvernement français étaient liés par des intérêts pétroliers. La Compagnie Française des pétroles (CFP) et la FRANCAREP des Rothschild exploitaient des gisements de pétrole dans la région aux côtés de Shell (Rothschild), d'Exxon (Rockefeller) et d'autres grandes entreprises européennes et états-uniennes.

Le programme fabien de nationalisation imposé à la Grande-Bretagne sous le gouvernement Attlee après la guerre avait inspiré des pays pétroliers comme l'Iran, où le socialiste Mohammad Mossadegh avait nationalisé l'industrie pétrolière au début des années 1950, suivi par d'autres pays musulmans

dans les années 1960 et 1970. L'Algérie et la Libye ont commencé à nationaliser les intérêts pétroliers français et occidentaux en 1971. La Libye était à la tête de la conspiration arabe contre l'Occident et, comme son voisin algérien, elle était dirigée par un socialiste, le colonel Kadhafi, dont les liens étroits avec la LSE et d'autres organisations fabiennes sont décrits dans *Socialism Exposed*.

Un autre des socialistes qui étaient impliqués dans la conspiration euro-arabe était le chancelier allemand Willy Brandt, qui avait débuté sa carrière politique en tant que cofondateur et dirigeant du Bureau international des organisations révolutionnaires de jeunesse, organisation de jeunesse du Centre révolutionnaire international marxiste, appelée aussi « London bureau ». Le Bureau était contrôlé par Fenner Brockway, membre du Parti travailliste indépendant, chef de la League Against Imperialism et membre éminent de la Fabian Society (118).

En 1970, Brandt a mis en œuvre l'Ostpolitik, politique de collaboration avec le Bloc de l'Est, à l'instigation du conseiller américain à la sécurité nationale et lieutenant des Rockefeller Henry Kissinger. Brandt était aussi un ami et collègue de longue date de Healey et, en tant que leader du parti social-démocrate allemand, une personnalité de premier plan de l'Internationale Socialiste que Healey avait créée dans les années 1950 et dont Brandt avait été nommé président en 1976.

L'année suivante, Robert McNamara, conseiller présidentiel américain, président de la Banque mondiale, directeur du CFR et associé des Rockefeller, a nommé Brandt à la tête de la Commission indépendante sur les questions de développement international (Commission Brandt). La Commission a remis un rapport qui préconisait un « dialogue Nord-Sud » impliquant le transfert des ressources du Nord (les pays développés de l'hémisphère Nord ou du « Premier Monde ») vers le Sud (l'hémisphère Sud non développé ou Tiers-Monde) (119). Les propositions de Brandt, en particulier la création d'un organisme mondial de gestion de l'interdépendance économique (120), s'inspiraient clairement de la facilité Witteveen conçue par Healey pour le FMI et de projets fabiens similaires.

Kissinger et McNamara étaient devenus amis avec Healey, respectivement depuis les années 1950 et depuis les années 1960 (121) et le Premier ministre conservateur Edward Heath, qui, quant à lui, l'était devenu au Balliol College, a joué un rôle déterminant dans la création de la Communauté économique européenne ou Marché commun – avec l'appui de Pompidou et de Willy Brandt. Fait intéressant, le directeur général du FMI, Witteveen qui est aussi devenu un ami de Healey, était un adepte de ce que Healey appelle « la religion perse du soufisme ». En fait, le soufisme est une forme d'islam.

Un autre élément clé de l'équation était les intérêts britanniques des Rothschild. Comme leurs homologues français, les gouvernements britanniques entretenaient traditionnellement des liens étroits avec les Rothschild. Lorsque le président du Fabian International Bureau, Philip Noel-Baker, est devenu ministre des Affaires étrangères en 1945, il s'est entouré de membres du cercle de Lord Victor Rothschild (122).

De son côté, Victor Rothschild s'est entouré de fabiens et de communistes comme John Strachey, Anthony Blunt (espion soviétique), Guy Burgess (autre espion soviétique) et la petite nièce de Beatrice Webb, Teresa (« Red Tess »), qui habitaient tous dans la maison des Rothschild rue Bentinck. Rothschild a été élu au parlement sous l'étiquette travailliste en 1945 et, l'année suivante, il a épousé Teresa Georgina Mayor qui avait été son « assistante personnelle » au MI5 durant la guerre et qui était maintenant la secrétaire privé de Noel-Baker (123).

Noel-Baker est devenu président du Parti travailliste en 1946 et plus tard secrétaire du Commonwealth et ministre des Combustibles et de l'Exergie. Rothschild a occupé le poste de directeur de la recherche chez Royal Dutch Shell de 1961 à 1970, puis celui de directeur fondateur du Central Policy Review Staff (CPRS), think-tank qui a conseillé le gouvernement de 1971 à 1974, avant de devenir président de NM Rothschild et Rothschild Continuation (holding zurichoise du groupe bancaire Rothschild).

Inutile de dire que les Rothschild (des deux côtés de la Manche) étaient favorables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne et participaient à divers projets de la CEE comme l'European Composite Unit (EURCO), précurseur de l'euro (124). De plus, comme indiqué au début de cette étude, les fabiens et leurs associés financiers avaient été des pionniers de l'Union Européenne dès le début des années 1900.

Ce qui est frappant, c'est la rapidité avec laquelle se sont enchaînés les événements qui devaient mener à l'instauration du Nouvel ordre économique mondial que les fabiens et leurs collaborateurs et bailleurs de fonds financiers et industriels avaient planifié et promu pendant des décennies. Pour ne citer que les plus importants :

- Nationalisation du pétrole dans les pays arabes socialistes, notamment en Afrique du Nord comme la Libye (qui fournissait 25% du pétrole de l'Europe occidentale), 1971-1973.
- Élargissement de la Communauté économique européenne, 1973.
- Entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, 1973.

- Lancement de la European Composite Unit des Rothschild, 1973.
- Fondation de la Commission Trilatérale des Rockefeller, 1973, dont le fabien Roy Jenkins était un membre fondateur et dont Healey et son ami Heath sont devenus membres plus tard.
- Lancement du Dialogue euro-arabe par Pompidou et Brandt, 1973.
- Établissement du nouvel ordre économique international des Nations Unies (NIEC), 1974.
- Mise en place par le FMI de la facilité de prêt « Witteween » conçue par Healey, 1974-75.
- Formation de la Commission Brandt des Nations Unies prônant un dialogue Nord-Sud et la redistribution des ressources du « Premier Monde » au Tiers Monde, 1977-1980.

Il s'ensuit que le Dialogue Euro-Arabe était en fait un dispositif régional au sein du Nouvel Ordre Économique International (125) qui était en train d'être forgé par une petite clique de politiciens internationalistes de gauche – dont de nombreux fabiens ou de sympathisants du fabianisme -, qui avaient des liens étroits avec de puissants intérêts financiers comme ceux des Rothschild et des Rockefeller.

Le processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée : du « dialogue » à l'« Union »

La construction de l'Europe-Arabie (Eurabia) s'est arrêtée temporairement en 1979 à la demande du partenaire de la CEE, la Ligue arabe, à la suite des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël, qui ont entraîné l'exclusion de l'Égypte de la Ligue et une scission dans le camp arabe. Les tentatives de relance du dialogue qui ont eu lieu après la réadmission de l'Égypte en 1989 ont pris fin en 1990.

Cependant, l'EAD était devenue la pierre angulaire de l'islamisation de l'Europe et, une fois le processus engagé, l'islamisation de l'Europe a été poursuivie par de nouvelles initiatives, officiellement par l'Espagne et la France, mais secrètement par des éléments liés à la Fabian Society et aux intérêts politiques et financiers associés.

Javier Solana, neveu de l'historien espagnol Salvador de Madariaga, fonctionnaire de la Société des nations et orateur de la Fabian Society (126), figure parmi les principaux promoteurs du processus d'islamisation de l'Europe. Sorti de l'université madrilène de la Complutense, nid de fabiens, de 1965 à 1971 il a étudié dans diverses universités d'obédience fabienne aux États-Unis grâce à une bourse Fulbright.

Le programme Fulbright était un projet de gauche géré par le Bureau of Educational and Cultural Affairs (ECA) du département d'État américain, organisme internationaliste rockefellerien dont le premier chef était le secrétaire d'État adjoint à l'Éducation et à la Culture Philip H. Coombs (directeur pour l'Éducation à la fondation Ford) qui a fondé l'International Institute for Educational Planning et a été conseiller auprès de l'UNESCO, dont le premier directeur général était le fabien Julian Huxley.

De retour en Espagne, Solana a rejoint le gouvernement socialiste de Felipe González comme ministre de la Culture et de l'Éducation dans les années 1980, avant de devenir ministre des Affaires étrangères à partir de 1992. En 1995, Solana a convoqué la première Conférence Euro-Méditerranéenne, au cours de laquelle la décision a été prise de réaliser l'unité culturelle et économique avec les pays musulmans d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, en vue de laquelle la conférence établit l'Euro-Mediterranean Partnership (EMP), appelé aussi Processus de Barcelone ou euro-méditerranéen.

La prolifération de think-tanks d'inspiration fabienne dans le monde entier, commencée dans les années 1970, a assuré la diffusion constante de la pensée fabienne dans toute l'Europe, y compris en Espagne, où le Centre des relations internationales de Barcelone (CIDOB) a été fondé en 1973. Devenu l'un des plus influents think-tanks d'Espagne, le CIDOB a été le pionnier des études du monde arabe en Catalogne et constitue l'une des institutions de formation les plus à la pointe du mouvement d'islamisation de l'Europe.

En 2000, le socialiste catalan Narcis Serra, ancien chercheur de la LSE et plus tard ministre espagnol de la Défense et vice-président du gouvernement, a été nommé président du CIDOB. Jordi Vaquer i Fanés a été nommé directeur de la fondation. Vaquer a obtenu un doctorat en relations internationales à la LSE ; sa thèse était intitulée Spanish Policy towards Morocco (1986-2002): The Impact of EC/EU Membership.

En 2004, le président de CIDOB, Serra, dont les intérêts principaux sont la gouvernance mondiale et la politique étrangère, a créé l'Institut d'études internationales de Barcelone (IBEI), qui emploie des personnalités pro-islamiques telles que Fred Halliday, diplômé de la LSE, auteur de « Islam and the Myth of Confrontation » (2003), à des fins de subversion et de propagande.

CIDOB collabore avec d'autres organisations pro-islamiques comme le Royal Elcano Institute (créé en 2001 d'après le modèle de Chatham House / RIIA), Asia House (2001), Institut européen de la Méditerranée (IEMed, 2002) et Institut International des Études du Monde Arabe et Islamique (CA-



IEAM, 2006), la Maison Méditerranéenne (2009), etc. et bénéficie entre autres du soutien du Ministère des Affaires Étrangères espagnol (responsable de la création de tous les instituts susmentionnés), de l'UE, de l'Agence espagnole de coopération internationale, du ministère espagnol de la Défense, du gouvernement catalan, de la mairie de Barcelone et d'un vaste réseau d'autorités, d'organisations et d'institutions connexes qui sont partie prenante du processus d'islamisation de l'Europe en Espagne et dans d'autres pays méditerranéens (Italie et France).

Le CIDOB est également responsable de plusieurs publications importantes promouvant l'islamisation sous couvert de « compréhension », de « dialogue », etc., telles que le *Mediterranean Yearbook*, le *Bibliographical Bulletin of the Arab World* et le *Magazine of Foreign Affairs* du CIDOB.

En particulier, le CIDOB et des organisations continentales similaires créées ou infiltrées par la LSE et d'autres organisations contrôlées par la Fabian Society sont partenaires de la Fondation Euro-Méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures (ALF), créée en mai 2004 lors de la Réunion à mi-parcours des ministres euro-méditerranéens des affaires étrangères à Dublin dans le but de promouvoir les liens culturels et religieux entre l'Europe et le monde arabe islamique. Avec un budget de 5 millions d'euros, l'ALF a été en mesure de créer des agences dans 43 pays, au centre d'un réseau de plus de 2000 organisations partageant les mêmes idées. Un certain nombre d'enseignants et de diplômés de la LSE à travers le monde ont reçu le prix Anna Lindh pour l'étude de la politique étrangère européenne sous l'angle de la politique d'islamisation du continent.

Alors que des milliers de groupes de réflexion et d'autres organisations préparent tranquillement la « justification » scientifique et l'acceptation psychologique de l'islamisation de l'Europe, la mise en œuvre de celle-ci sur le plan politique s'accélère ; c'est ainsi qu'a été créée l'Union méditerranéenne (Union pour la Méditerranée) qui vise expressément à l'union politique, économique et culturelle de l'UE avec l'Afrique du Nord islamique et le Moyen-Orient. Le projet a été lancé par le président Sarkozy lors de sa campagne présidentielle de 2007 et a été officiellement annoncé au Sommet de la Méditerranée, le 13 juillet 2008, à Paris, en présence de 43 chefs d'État et de gouvernement ainsi que d'Amr Moussa de la Ligue Arabe ; Ekmeleddin İhsanoğlu de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) ; Jorge Sampaio de l'Alliance des civilisations (AoC) ; et André Azoulay de la Fondation Anna Lindh (ALF).

Le conseiller spécial de Sarkozy – qui est devenu plus tard chef de la Mission interministérielle de l'Union pour la Méditerranée – était Henri Guaino, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP Paris), où Sarkozy était étudiant en 1979-1981. L'Institut de Paris est un organisme géré par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), structure financée par la Fondation Rockefeller et travaille en

partenariat avec d'autres organisations associées aux Rockefeller comme la LSE et l'École des affaires internationales et publiques de l'Université de Columbia (dont Obama est diplômé).

Le projet d'Union pour la Méditerranée (UM / UfM) a bénéficié du soutien total des intérêts financiers et académiques habituels de gauche. Dès septembre 2007, la Harvard Management Company (HMC), filiale de Harvard, qui est chargée d'investir la dotation de 32 milliards de dollars de l'université, a lancé son fond d'intégration, Middle East North Africa (MENA), en collaboration avec la banque privée d'investissement égyptienne EFG Hermes. membre fondateur de la facilité financière qui finance le projet de l'UM, l'InfraMed Infrastructure Fund (127).

Le co-PDG d'EFG Hermes était Yasser El-Mallawany, ancien directeur de la Chase National Bank d'Égypte des Rockefeller, tandis que le comité consultatif du MENA comptait parmi ses membres le PDG de Harvard Management Co., Mohamed El-Erian, ainsi que Lord Jacob. Rothschild, président, et Andrew Knight, directeur, de Rothschild Investment Trust Capital Partners (RITCP).

Le conseil d'administration d'EFG Hermes Holding Co. comprend des personnalités étroitement liées à la LSE, tels que Thomas S. Volpe, diplômé en économie de Harvard et de la LSE et Charles McVeigh III, ancien membre du comité des marchés financiers de la LSE.

Un peu moins de quatre mois après le lancement officiel du projet de l'UM, les 7 et 9 novembre 2008, la section européenne de la Commission trilatérale des Rockefeller s'est réunie à Paris sous la présidence du président de la LSE, Peter Sutherland. Le résumé de la réunion indiquait que l'élection d'Obama « ouvrait la voie à un changement plus large dans le monde entier » ; que la France avait une vocation similaire, tout en étant appelée à jouer un rôle actif dans l'évolution de l'UE ; que cette « nouvelle orientation » avait été exprimée, entre autres, par l'Union méditerranéenne et les initiatives prises « pour trouver des solutions efficaces à la crise financière et économique ; et concluait que le projet Euro-Med était conçu comme « un modèle pour le monde » (Commission trilatérale, résumé de la réunion).

En effet, dans son discours au Caire du 4 juin 2009 intitulé Un nouveau départ, dans lequel il s'est adressé au monde musulman, le président Obama a salué la « tradition de tolérance » de l'islam dans l'Espagne sous occupation musulmane, s'est félicité du leadership de la Turquie dans le projet pro-islamique Alliance des civilisations (AoC) et a annoncé un nouveau départ dans les relations entre les États-Unis et les musulmans du monde entier. En décembre 2012, il a nommé Mohamed El-Erian (voir plus haut) président du Global Development Council (128).

Les gouvernements fabiano-travailleurs britanniques avaient devancé l'initiative de Sarkozy en faveur de l'islamisation de l'Europe :

- En 2004, le ministre des Affaires étrangères fabien Jack Straw a créé le groupe Engaging with the Islamic World (EIW) au sein du ministère des Affaires étrangères. En 2006, le groupe disposait d'un budget annuel de 8,5 millions de livres sterling et soutenait l'activité des islamistes radicaux au Moyen-Orient.

- En décembre 2004, dans une allocution à la Chambre des Communes, le Premier ministre fabien Blair s'est prononcé en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, saluant la décision d'entamer les négociations d'adhésion comme « un moment extrêmement important pour l'Europe » et la réalisation d'un « objectif historique britannique » (129).

- En octobre 2005, le ministre des affaires étrangères fabien Straw a fait de l'entrée de la Turquie dans l'UE « une priorité » lors de la réunion qu'il présidait du Conseil « Affaires générales » de l'UE (130).

- En novembre 2005, Blair a présidé la dixième Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone.

- En janvier 2006, sous la direction de Straw, le groupe EIW du ministère des Affaires étrangères a lancé le Festival des cultures musulmanes, qui s'est déroulé jusqu'en juillet 2007.

En juillet 2006, sous la direction de Margaret Beckett, ministre des Affaires étrangères, le groupe EIW du Foreign Office a parrainé et facilité un grand rassemblement d'organisations islamistes européennes en Turquie ; il en est ressorti que tous les musulmans en Europe devaient respecter le Coran pour « enrichir l'Europe » et donner l'exemple aux non-musulmans.

- En août 2006, dans son discours au World Affairs Council de Los Angeles, Blair a qualifié le Coran de « progressiste » et a décrit les terres musulmanes comme « les porte-étendards de la tolérance » au Moyen-Âge. Il a ensuite réaffirmé sa conviction que L'Islam offrait un « contraste bienvenu avec le christianisme » et que « jusqu'à la Renaissance européenne, l'Islam était le plus grand dépositaire de la pensée civilisée » (131). Inutile de dire que ce sont précisément les affirmations (non fondées) des dirigeants occidentaux qui font le jeu des islamistes.

- En novembre 2007, lors de la cérémonie d'inauguration du Campus de Bruges, le ministre des Affaires étrangères David Miliband, a plaidé en faveur des liens indissociables avec les pays voisins musulmans d'Europe et l'inclusion de la Turquie, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, tout en soulignant la nécessité de développer des institutions communes pour surmonter les divisions religieuses et culturelles entre l'Europe et les pays musulmans (132).

Que les politiques du Parti travailliste soient pro-musulmanes, c'est là ce qui est non seulement bien connue, mais aussi admis par d'éminents membres musulmans du parti tels que Sadiq Khan – membre de la direction de la Fabian Society – qui a déclaré en mai 2010 que « le Labour est et a toujours été le parti des musulmans britanniques » (133). De fait, en janvier 2013, Miliband a nommé Khan Shadow Minister of London et directeur de campagne électorale du Parti travailliste.

Clairement, les dirigeants fabiens ont activement participé à la campagne internationale orchestrée pour:

- Occulter l'hostilité traditionnelle de l'islam envers le monde occidental.
- Ériger l'Islam en un système « progressiste ».
- Promouvoir la domination musulmane sur un certain nombre de pays chrétiens au Moyen-Âge comme « modèle » pour l'avenir.
- Renforcer progressivement l'union politique, économique et culturelle de l'Europe avec le monde islamique.
- Promouvoir la culture musulmane en Grande-Bretagne et dans les autres pays européens.
- Nommer des musulmans à des postes clés dans toutes les organisations influentes, politiques, financières ou autres.

La LSE, avec son Département des relations internationales et son Institut européen, organise des « recherches », des cours, des séminaires, des ateliers, des conférences et d'autres événements promouvant une « réflexion avancée » sur les relations entre l'UE et les musulmans. En 2010, un nouveau groupe pro-islamique baptisé « Centre for Middle Eastern Studies » a été ajouté à l'arsenal de la LSE. Sans doute les énormes sommes d'argent que la LSE et les institutions qui y sont associées reçoivent des régimes islamiques (134) et de la Libye en particulier ne sont-elles pas étrangères au zèle avec lequel elles défendent la cause de l'islam.

Comme indiqué ci-dessus, le président de la LSE, Peter Sutherland est un des principaux promoteurs de l'islamisation de l'Europe (135). Dans un discours prononcé au Congrès eucharistique international en juin 2012, Sutherland a déclaré que c'est faire preuve de « négativisme » que de s'attendre à ce que les musulmans s'adaptent à la culture occidentale (136). Quelques jours plus tard, il a appelé l'Union européenne à « faire de son mieux » pour « saper l'homogénéité » des États membres (137).

Les liens étroits de la LSE avec les régimes islamiques subversifs ont été découverts en 2011, lorsque des câbles diplomatiques ont révélé que le fils du dictateur libyen Kadhafi, Saïf al-Islam, s'était arrangé pour que quatre cents futurs dirigeants libyens reçoivent une formation à la gestion et aux fonctions d'encadrement à la LSE (138).

Le 7 mars 2013, Chatham House a tenu une conférence intitulée Understanding Counter-Jihad Extremism, qui avait pour but d'évoquer les groupes opposés à l'islamisation, comme l'English Defence League (EDL), jugés « extrémistes ». Animée par des orateurs fabiens comme Sunder Katwala, Gavin Shuker (député de Luton South) et leur collaborateur et associé Matthew Goodwin de Chatham House, la conférence était clairement un événement fabien et n'a fait que confirmer que la Fabian Society sert de porte-voix à la désapprobation de l'establishment à l'égard de l'opposition légitime du public britannique à l'islamisation de la Grande-Bretagne.

Cassivellaunus, The Fabian Society: the masters of subversion unmasked, 31 mars 2013, <http://www.freebritainnow.org/0/fabiansociety.htm>, traduit de l'anglais par B. K.

(\*) Three years' work, 1908-1911, in Sally Alexander (éd.), Women's Fabian Tracts, vol. 7, Routledge, Londres et New York, 2001.

(i) Léon Say, « Budget de 1895 – Libéraux et socialistes ». In Revue des Deux Mondes, t. 125, 1894, p. 473.

(ii) C. Looten, « Choses d'Angleterre. Le mouvement social ». In Revue de Lille, 7e année, 2e série, t. 3, Paris et Lille, 1895, p. 417-419.

(iii) Albert Métin, Socialisme en Angleterre, F. Alcan, 1897 .p. 206.

(iv) *ibid.*, p. 230

(v) Pierre Verhaegen, Socialistes anglais, Engelcke, 1897, p. 79

(vii) *Ibid.*, p. 100.

(vii) *Ibid.*, p. 90.

(viii) *Ibid.*, p. 100

(ix) *Ibid.*, p. 107.

(x) *Ibid.*

(xi) Ibid.

(xii) Ibid., p. 108-109

(xiii) Pierre Larousse, Grand Larousse Encyclopédique, Librairie Larousse, 1960, p. 590.

(xiv) Augustin Hamon. « Bernard Shaw : L'homme ». In La Grande Revue, 1909, p. 632-33 ; republié dans id., Le Molière du XXe Siècle : Bernard Shaw, 2e éd., Eugène Figuière et Cie, Paris, 1913, p. 41.

(xv) Marie Scot, « Élie Halévy. Un regard français inédit sur le New Deal de Franklin D. Roosevelt ». In Histoire@Politique, n° 31, janvier-avril 2017, note 63, p. 4, consultable à l'adresse suivante : [https://www.histoire-politique.fr/documents/31/autresArticles/pdf/HP31\\_Varia\\_1\\_MarieScot\\_def.pdf](https://www.histoire-politique.fr/documents/31/autresArticles/pdf/HP31_Varia_1_MarieScot_def.pdf), consulté le 23 mars 2018.

(xvi) Elie Halévy, Épilogue 1. Les impérialistes au pouvoir : 1895-191, Librairie Hachette, 1926, p. 154.

(xvii) Id., L'Ere des tyrannies : études sur le socialisme et la guerre, Gallimard, Paris, 1938, p. 217.

(xviii) Id., Histoire du socialisme européen, Gallimard, 1974, p. 255.

(xix) Jessica L. Harland-Jacobs, Builders of Empire: Freemasons and British Imperialism, 1717-1927, p. 262.

(xx) Joseph Preston Baratta, The Politics of World Federation: From world federalism to global governance, Praeger, Westport, CT et Londres, 2004, p. 339. Le tristement célèbre « abbé Pierre » en a été vice-président (<http://lotoisdumonde.fr/documents/ab-pierre/Abbe-Pierre-federaliste-mars1949.pdf>).

(xxi) Nous ne sommes pas en mesure d'indiquer la date exacte de la publication de la première édition de « Maçonnerie et sectes secrètes – Le côté caché de l'histoire » (la deuxième date de 2005) ; tout juste est-il certain qu'elle remonte aux années 1990, puisque l'original a été publié chez Controcorrente en 1990 et que cette première édition a été préfacée par Henry Coston, décédé en 2001.

(xxii) Beatrice Webb avait certainement des vues sur Mosley, à l'époque où celui-ci, après avoir siégé un temps au parlement sous l'étiquette du Parti conservateur, y siégeait sous celle du Parti travailliste, mais la correspondance de l'économiste et militante socialiste britannique montre sans ambiguïté qu'il n'a pas rejoint la Fabian Society (voir Nigel Jones, Mosley, Haus Publishing, Londres, 2004, p. 27 ; David Howell, Mosley and British Politics 1918-32: Oswald's Odyssey, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2014, p. 37.

(xxiii) Traduit d'après l'édition originale.

(xxiv) Alice Grenfell, « Shafts, Feminism and the Periodical Press, 1900-1918 », in Lucy Delap, Maria DiCenzo et Leila Ryan (éd.), vol. 1, Routledge, Londres et New York, 2006.

(xxv) Francis King, Ritual magic in England: 1887 to the present day, Spearman, 1970, p. 186.

(xxvi) Diana Burfield, *Theosophy and Feminism : Some Explorations in Nineteenth century Biography*, in Pat Holden (éd.), *Women's Religious Experience (RLE Women and Religion)*, Routledge, 2015 (1re éd. 1993).

(xxvii) Nicholas Campion, *The New Age in the Modern West: Counterculture, Utopia and Prophecy from the Present Day*, Bloomsbury, 2015, p. 76.

(xxviii) Voir <https://www.dailymotion.com/video/x7j6qk>. Sur la présence fabienne en France, voir Pierre de Villemarest, « La société fabienne s'investit en France »,

publié le mardi 27 mars 2007 à <http://www.armees.com/La-societe-fabienne-s-investit-en-France,18509.html> et republié à <http://www.lavoixoff.org/nouvelordremondial/cat/societes-discretes/index.html>. Sur l'influence de la Fabian Society en France pendant la Première Guerre mondiale, voir Emmanuel Jousse, « Un réformisme travailliste: La société fabienne pendant la Grande Guerre », in Romain Ducoulombier (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre: réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, L'Harmattan, 2010.

(xxix) Claude Beaulieu, *La Nation, la République et la question sociale au cœur du problème européen*, in Pierre Marie Gallois (sous la dir.), *la Tragédie européenne et la France*, François-Xavier de Guibert, 2004.

(xxx) Voir, au sujet du crime de la FS contre la race en Australie, « Racial Treason From the White Australia Policy to the Yellow Australia Policy by John Peterson and Rohan Phillips », <https://thecross-roads.org/race-culture-nation/87-racial-treason-from-the-white-australia-policy-to-the-yellow-australia-policy-by-john-peterson-and-rohan-phillip>.

(1) Harry W. Laidler, *History of Socialism: A Comparative Survey*, Crowell, New York, NY, 1968, p. 186.

(2) G. D. H. Cole, « The Fabian Society, Past and Present », *Fabian Tract* n° 258, Londres, 1942.

(3) *The Rubaiyat of Omar Khayyam*, traduit par Edward FitzGerald,

Collins, 1954, p. 89. La traduction français lit : « Si nous pouvions, toi et moi, nous entendre avec lui pour prendre dans nos mains ce globe infortuné! nous le briserions en morceaux; puis, nous mettant à l'ouvrage, nous tâcherions de refaire, avec ses débris, un autre monde plus conforme à cet idéal de bonheur qui tourmente notre cœur » (*Les Rubáiyát d'Omar Kheyyám: le poète-astronome de la Perse Omar Khayyam, traduits en vers français d'après la version anglaise d'Ed. Fitzgerald, avec notices, texte anglais en regard, commentaire, notes, bibliographie et index, par Fernand Henry, Librairie orientale et américaine, J. Maisonneuve, 1903, p. 183.*

(4) Edward, R. Pease, *History of the Fabian Society: The Origins of English Socialism*, New York, NY, 1916, p. 34.

(5) Péter T. Bauer, *Dissent on Development*, éd. revue, Harvard University Press, Cambridge, Mass., , 1976, p. 176.

- (6) Archibald Henderson, *George Bernard Shaw: His Life And Works, A Critical Biography*, Stewart & Kidd Company, Cincinnati, OH, 1911, p. 488.
- (7) Carroll Quigley, *The Anglo-American Establishment: From Rhodes to Cliveden*, GSG and Associates, San Pedro, CA, 1981, p. 137-38 ; Margaret Cole, *The Story of Fabian Socialism*, Stanford University Press, Stanford, CA et Heinemann, Londres, 1961, p. 118.
- (8) Beatrice Webb, *Our Partnership*, Drake, B. and Cole, M. eds., Londres, 1948.
- (9) H. G. Wells, *Russia in the Shadows*, 1920, republié par Forgotten Books, 2012, p. 100.
- (10) Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, 3e éd., Harper and Row, New York, NY, 1950, p.134.
- (11) Voir <http://www.victorianweb.org/history/fabian.html> (N. d. T.)
- (12) Sutton, Antony C., *The Federal Reserve Conspiracy*, Bridger House Publishers, Inc., Carson City, NV, 2005, p.45.
- (13) Marie Terrier, « Annie Besant et les débuts de la société fabienne (juin 1885 – novembre 1890) ». In *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2010/1, n° 31 [p. 109 – 139].
- (14) Beatrice Webb, op. cit., p. 93.
- (15) Ibid., p. 502.
- (16) Ibid., p. 182, 214.
- (17) Karl West, « Tata's British Empire – The Indian conglomerate is our biggest manufacturer but has enjoyed mixed fortunes, says Karl west », *The Sunday Times*, 23 septembre 2012.
- (18) Patricia Pugh, *Educate, Agitate, Organize: 100 Years of Fabian Socialism*, Methuen, Londres, 1984, p. 129.
- (19) Beatrice Webb, op. cit., p. 332.
- (20) Eric D. Butler, *The Fabian Socialist Contribution to the Communist Advance*, Melbourne, 1964, p. 19.
- (21) Rose Martin, *Fabian Freeway: High Road to Socialism in the U.S.A.*, Heritage Foundation, Chicago, IL, 1966, p. 77.
- (22) Ibid, p. 109.
- (23) Stone-Lee, Ollie, « 1975 economic fears are laid bare », *BBC News*, 29 décembre 2005.
- (24) Tony Shell, « Progressive Politics: Being Rid of the English », septembre 2011, p. 2.
- (25) Edward, R., Pease, op. cit., p. 88.



- (26) Ibid., p. 84.
- (27) Fabian News, septembre 1897, cité par Patricia Pugh, op. cit., p. 58.
- (28) Margaret Cole, op. cit, p. 167.
- (29) Voir Lénine, Que Faire ? ; Andrzej Walicki, Marxism and the Leap to the Kingdom of Freedom: The Rise and Fall of the Communist Utopia, Stanford, CA, 1995, p. 294.
- (30) Margaret Cole, op. cit., p. 87.
- (31) Michael Holroyd, Bernard Shaw, Random House, Londres, 1991, vol. 3, p. 226.
- (32) Fabian News, XXIX (5), avril 1918, in Patricia Pugh, op. cit., p. 138.
- (33) Patricia Pugh, op. cit., p. 236.
- (34) Voir <http://www.fabians.org.uk/about/>, consulté le 31 mars 2013.
- (35) Patricia Pugh, op. cit., p. 138.
- (36) « The Fabian Society: a brief history, Guardian », 13 août 2001.
- (37) Andrew Harrop, « Fabian review of the year », Fabian Review, 21 décembre. 2012 ; Sofie Jenkinson, « Remaking the State: How should Labour govern? », 25 février 2013.
- (38) Tony Blair, cité in « A piece of Fabian history unveiled at LSE », LSE News and Media, 20 avril 2006.
- (39) Neal Lawson, « Labour must admit it messed up on the economy », The Guardian, 13 janvier 2012.
- (40) Sofie Jenkinson, « Ed Miliband's speech to the Fabian Society New Year Conference 2013 », Fabian Society, 12 janvier 2013.
- (41) Ernest Barker, Political Thought in England from Herbert Spencer to the Present Day, Henry Holt and Company, New York et Williams and Norgate, Londres, 1915, cité in Edward, R. Pease, op. cit., p. 186.
- (42) Edward, R. Pease, op. cit., p. 28.
- (43) G. B. Shaw, Fabian Essays in Socialism, 1889.
- (44) Fondé en 2000 sous le nom de Cultural Diversity Network par Clive Jones, directeur général de Carlton TV, le CDN est une coalition de chaînes de télévision (ITV, BBC, ITN, Channel 4, Channel 5 et Sky), qui promeut la « diversité culturelle ».
- (45) Fondé en 1965 sous le gouvernement de l'ancien président de la Fabian Society Harold Wilson, son premier directeur général était le fabien Michael (plus tard Lord) Young, qui a été responsable à lui seul de la création de plus de soixante organisations similaires. Initialement connu sous le nom de Social Science Research Council (SSRC), l'ESRC était un clone de l'organisation états-unienne du même nom,

créée en 1923 par Charles E. Merriam, proche de l'American Fabian League et de la London Fabian Society, en collaboration avec l'American Economic Association, elle-même fondée par Thomas Davidson et Sidney Webb, co-fondateurs de la Fabian Society (Rose Martin, op. cit., p. 123-4, 281). Alors que le SSRC américain a été financé par les Rockefeller et les intérêts associés, son homologue britannique a été financé par le Department for Business. Les deux organisations ont toujours entretenu des liens étroits l'une avec l'autre ainsi qu'avec la LSE.

(46) Le Centre pour la recherche en politique économique (CEPR), qui a été décrit comme une « interface entre le milieu universitaire et la communauté politique », a été créé en 1983 par Richard Portes, ancien boursier à Rhodes et professeur d'économie à Harvard, qui a des liens étroits avec la Fabian Society et les intérêts des Rockefeller. Il est actuellement président de l'International Growth Centre (associé à la LSE) du Global Crisis Group. Le CEPR est financé par la JP Morgan et la Citigroup des Rockefeller et des banques comme UBS, Barclays, la Banque d'Angleterre, la Banque des règlements internationaux et la Banque centrale européenne.

(47) Fondé en 1988, avec, comme présidente de son conseil d'administration, Tessa Blackstone, ancienne conférencière à la LSE et présidente de la Fabian Society, l'Institute for Public Policy Research (IPPR) est conseillé par des organismes tels que le Progressive Migration Advisory Group, qui compte parmi ses membres l'ancien secrétaire général de la Fabian Society Sunder Katwala.

(48) Policy Network a été fondé en 1999 par Blair, le chancelier social-démocrate Schröder et le président démocrate états-unien Clinton, pour promouvoir le socialisme dans le monde entier. Il est présidé par le fabien Lord Mandelson.

(49) Margaret Cole, op. cit., p. 21, 338.

(50) Ibid., p. 29.

(51) Voir Karl Marx et Frederick Engels, Adresse du Comité Central à la Ligue des communistes.

(52) Voir Lénine, L'État et la Révolution  
(<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er.pdf>).

(53) Patricia Pugh, op. cit., p. 81.

(54) Edward, R., Pease, op. cit., p. 200.

(55) Rose Martin, op. cit., p. 16.

(56) Margaret Cole, op. cit., p. 196-97.

(57) Ioan Ratiu, The Milner-Fabian Conspiracy: How an international elite is taking over and destroying Europe, America and the World, 5e éd. Free Europe Books; 5th edition, 2012, p. 85-86 ; Butler, Eric D., op. cit., p. 11.

(58) Michael Holroyd, op. cit., p. 230.

- (59) Cité in Irish Slavonic studies, n° 5, Irish Slavists' Association, 1984, p. 106 ; cité aussi in « Shaw and Lady Astor in Poland from Russia », The Times, 1er août 1931.
- (60) Margaret Cole, op. cit., p. 342-43.
- (61) Helen Rappaport, Conspirator: Lenin in Exile, Windmill Books, 2010, p. 153-54.
- (62) G. Edward Griffin, The Fearful Master: A Second Look at the United Nations, Western Islands Publishers, Belmont, Mass., 1964.
- (63) Margaret Cole, op. cit., p. 339.
- (64) « The World Today: The Socialist Perspective », Déclaration de l'Internationale Socialiste d'Oslo, 2-4 juin 1962 (<http://www.socialistinternational.org/viewArticle.cfm?ArticleID=2133>).
- (65) Let's Go with Labour for the New Britain: The Labour Party's Manifesto for the 1964 General Election, n° 5, Labour Party, 1964.
- (66) Voir Jean Nurdin, Le Rêve européen des penseurs allemands (1700-1950), Presses Universitaires du Septentrion, 2005, chap. 5 : L'idée d'Europe à l'époque bismarckienne (N. d. T.).
- (67) « Review of the Week », Labour Leader, 1er octobre 1914.
- (68) « Powers to Confer on World Finance », NYT, 15 janvier 1920.
- (69) « Vanderlip Gives Details Of Plan For World Bank », NYT, 13 novembre 1921.
- (70) David Rockefeller, Memoirs, Random House Trade Paperbacks, New York, NY, 2003, p. 410-11.
- (71) Jean Monnet, Memoirs, Collins, Londres, 1978, p. 467.
- (72) Dan Smoot, The Invisible Government, Americanist Library, Western Islands, Boston et Los Angeles, 1962, p. 52.
- (73) John Callaghan, The Labour Party and Foreign Policy: A History, Routledge, Abingdon, 2007, p. 6 ; Danielle de Villemarest, Facts and Chronicles Denied To The Public: Secrets of Bildeberg, vol. 2, p. 14 et sqq, Aquilion, 2005 ; Denis Healey, The Time of My Life, Politico's Publishing, Londres, 2006, p. 195-96 ; David Rockefeller, op. cit., p. 410-12.
- (74) Richard J. Aldrich, « OSS, CIA and European Unity: The American Committee on United Europe, 1948-60 », International History Review, vol. 18, n° 4, novembre 1995 ; republié dans Diplomacy & Statecraft, vol. 8, n° 1, mars 1997 [p. 184-227], p. 216.
- (75) Holly Sklar, Trilateralism: The Trilateral Commission and Elite Planning for World Government, South End Press, Boston, Mass., 1980.
- (76) Ioan Ratiu, op. cit., p. 132-8, 163-4.

(77) Margaret Cole, op. cit., p. 88.

(78) Beatrice Webb, op. cit., p. 195.

(79) G. B. Shaw, « The Early History of the Fabian Society », Fabian Tract n° 41, Londres, 1892 ; Edward, R. Pease, op. cit., p. 30.

(80) Edward, R. Pease, op. cit., p. 27.

(81) Ibid., p. 88.

(82) Margaret Cole, op. cit., p. 298.

(83) David Rockefeller, op. cit., p. 81.

(84) Patricia Pugh, op. cit., p. 158.

(85) Voir, pour un exposé révélateur sur Keynes et ses théories, Rose Martin, op. cit., p. 323-41.

(86) Patricia Pugh, op. cit., p. 227-230.

(87) Ibid., p. 18.

(88) Voir Randall Hansen, *Citizenship and Immigration in Post-War Britain*, Oxford University Press, Oxford, 2000.

(89) Sheila Patterson, *Immigration and Race Relations in Britain 1960-1967*, Institute of Race Relations, Londres, 1969, p. 212-13 ; Christian Joppke, *Immigration and the Nation-State*, Oxford University Press, Oxford, 1999, p. 231.

(90) Patricia Pugh, op. cit., p. 257.

(91) Andrew Harrop, « Home affairs: too hot to handle? », in John Denham (éd.), *The Shape of Things to Come: Labour's New Thinking*, Londres, 2012 [p. 95-104], p. 97-100. Parmi les groupes d'inspiration fabienne qui font partie du dense réseau de think-tanks dédiés à la mise en œuvre de l'invasion du continent européen par des populations d'origine extra-européenne on peut citer le Global Forum on Migration and Development (GFMD), fondé en 2006 par le président de la LSE Peter Sutherland, à l'instigation du lieutenant des Rockefeller et secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan ; British Future, cofinancé par Katwala et l'Open Society Foundation de George Soros, diplômé de la LSE ; le Migration Advisory Committee (MAC), fondé en 2007 par le secrétaire d'État à l'Intérieur fabien John Reid. David Metcalf, professeur émérite au Centre for Economic Performance de la LSE, en a été président de décembre 2007 à août 2013 ; l'UK Border Agency (UKBA), agence de contrôle des frontières formée en 2008 par le ministre de l'Immigration fabien et co-fondateur de Progress Liam Byrne, ancien banquier des Rothschild et co-fondateur du magazine *Young Fabians Anticipations*.

(92) Tom Whitehead, « Labour wanted mass immigration to make UK more multicultural, says former adviser », *The Daily Telegraph*, 23 octobre 2009.

- (93) Ian Britain, *Fabianism and culture*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, p. 108.
- (94) John Callaghan, *op. cit.*, p. 201-02.
- (95) Sheila Patterson, *op. cit.*, p. 111.
- (96) Christian Joppke, *op. cit.*, p. 223.
- (97) Sheila Patterson, *op. cit.*, p. 113.
- (98) Tom Whitehead, « Labour wanted mass immigration to make UK more multicultural, says former adviser », *The Daily Telegraph*, 23 octobre 2009.
- (99) CFMEB (Commission on the Future of Multi-Ethnic Britain), *The Future of Multi-Ethnic Britain: The Parekh Report*, Londres, 2000, p. 229.
- (100) PIU/Home Office, « Preliminary Report On Migration », 11 juillet 2000, publié le 18 janvier 2010 ; Andrew Green, « Paying the price for a decade of deception », *Daily Mail*, 12 février 2010 ; Tom Whitehead, *op. cit.*
- (101) Melanie Phillips, « The outrageous truth slips out: Labour cynically plotted to transform the entire make-up of Britain without telling us », *The Daily Mail*, 28 octobre 2009.
- (102) Leo McKinstry, « How the Government has declared war on white English people », *The Daily Express*, 9 août 2007.
- (103) Tony Shell, « Progressive Politics: Being Rid of the English », septembre 2011, p. 1 ; *id.*, « Killing the English », juillet 2012, p. 2.
- (104) Sunder Katwala, « What must be done? », *The Guardian*, 21 décembre 2005.
- (105) Jolley, Rachel et Katwala, Sunder, « Hopes and Fears: The British Future State of the Nation Report », janvier 2012.
- (106) Rose Martin, *op. cit.*, p. 109.
- (107) Ioan Ratiu, *op. cit.*, p. 102.
- (108) FO141 / 710/9 ; cité in Karin Loevy, « Reinventing a Region (1915–22): Visions of the Middle East in Legal and Diplomatic Texts Leading to the Palestine Mandate ». In *Israel Law Review*, vol. 49, n° 3, novembre 2016 , p. 309-337.
- (109) Sydney Olivier, « Hindu-Moslem Hostility: The New Bengal Regulations » (Letters to the Editor), *The Times*, 10 juillet 1926, p. 10.
- (110) Margaret Cole, *op. cit.*, p. 347-48.
- (111) *Fabian News*, novembre 1962.

(112) John Callaghan, op. cit., p. 231.

(113) Mark Curtis, *Web of Deceit: Britain's Real Role in the World*, Vintage, Londres, 2003, p. 303-04.

(114) La « facilité Witteveen » a accru de 10 milliards de dollars les capacités de crédit en faveur des pays dont la balance des paiements était déficitaire. « Chronologie ». In *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, n° 1, 1982 [p. 119-146], p. 126. [N. d. T.]

(115) Denis Healey, op. cit., p. 423-26.

(116) Bat Ye'or, *Eurabia: The Euro-Arab Axis*, Fairleigh Dickinson University Press, Madison, NJ, et Teaneck, 2005, p. 52.

(117) Jean Monet, op. cit., p. 300.

(118) Rose Martin, op. cit., p. 474.

(119) James Bernard Quilligan, *The Brandt Equation: 21st Century Blueprint for the New Global Economy*, Brandt 21 Forum, Philadelphie, PA, 2002.

(120) Ibid., p. 34.

(121) Denis Healey, p. 316, 307.

(122) Ibid., p. 107.

(123) Kenneth Rose, *Elusive Rothschild: The Life of Victor, Third Baron*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2003, p. 113.

(124) Niall ferguson, *The House of Rothschild, The World's Banker 1449–1999*, Viking Press, New York, NY, 2000, vol. 2, p. 486.

(125) Bernard Cordineau, « Le dialogue euro-arabe, instance du nouvel ordre international (1973-1978) ». In *Revue française de science politique*, 30<sup>e</sup> année, n° 3, 1980 [p. 560-598], p. 561.

(126) Rose Martin, op. cit., p. 459.

(127) Heba Saleh, "Med investment project launched", *The Financial Times*, 1er mai 2009.

(128) Alexis Leondis, « Obama Picks El-Erian to Lead Global Development Council », *Bloomberg News*, 24 décembre 2012.

(129) Hansard, 20 décembre 2004, chap. 1919-20.

(130) La référence est incomplète. Les diverses déclarations de Straw sur la Turquie et l'UE, dont le discours qu'il a prononcé à l'Université du Bosphore le 23 novembre 2007 (« Turkey and Europe: A partnership in security and prosperity », *The Report: Turkey 2008*, OBG, 2008, p. 24 et sqq.) ne laissent

cependant aucun doute sur le fait que cette crapule ait pu faire de l'entrée de celle-là dans celle-ci la priorité de sa présidence du Conseil « Affaires générales » de l'UE. [N. d. T.]

(131) Tony Blair, *A Journey, Arrow*, Londres, 2011, p. 347.

(132) « EU 'should expand beyond Europe' », BBC News, 15 novembre 2007.

(133) « Khan: Labour's the only way forward for British Muslims », *Left Foot Forward*, 3 mai 2010.

(134) Pollard, Stephen, « Libya and the LSE: Large Arab gifts to universities lead to 'hostile' teaching », *The Daily Telegraph*, 3 mars 2011.

(135) Quelque temps avant sa mort, intervenue en janvier dernier, Sutherland, fils d'un Juif et d'une Irlandaise, avait été nommé « par le pape Benoît XVI au conseil d'administration de ce qui est considéré comme la banque centrale du Vatican et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, [l'avait] nommé [...] son représentant spécial pour les migrations internationales, rôle sur lequel il s'est concentré pendant ses dernières années » (<https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/peter-sutherland-powerful-player-in-political-and-corporate-worlds-1.3347701>) ; François le pape, dont un message lu aux obsèques de Sutherland à Dublin, lui « a rendu hommage [...] pour son action dans la crise des migrants ». « For his work on the migrant crisis » (<https://www.independent.ie/breaking-news/irish-news/pope-sends-tribute-to-generous-service-of-peter-sutherland-at-dublin-funeral-36479149.html>) peut aussi être traduit par « contribution à la crise des migrants », ce qui, dans ce cas, conviendrait certainement davantage)

(136) Pëter Sutherland, « A Constructive Attitude to Migration is a Moral Issue », *Address to the International Eucharistic Congress, Dublin*, 15 juin 2012., p. 8.

(137) Steve Sailer, « BBC: « EU Should 'Undermine National Homogeneity' Says UN Migration Chief », 24 septembre 2015.

(138) Laura Roberts, « LSE struck deal to train Libya's future leaders », *The Daily Telegraph*, 3 mars 2011.